

Rédaction-administration : 2, rue Richard-Lenoir,  
93 108 Montreuil. Tél : 808.00.80 à 84. Téléx :  
PRENO A 211.628 F.  
Edité par la SPN (Société de presse nouvelle)  
Directeur de la publication : Alain Bobbio.  
Numéro de la commission paritaire : 46 722.  
Imprimé par Rotographie à Montreuil  
Riccobono (pour le Sud-Est).  
Midifax-Toulouse (pour le Sud-Ouest).  
• Belgique : 18 FB • Suède : 2,25 Kr  
• Luxembourg : 15 Fl • Italie : 350 L  
• Grèce : 22 Dr • Suisse : 1 Fs  
• Portugal : 15 Esc • Algérie : 1,60 Dinar  
• Maroc : 2,10 Diram • Hollande : 1 Florin

# rouge

quotidien communiste révolutionnaire 1F 80

**Lettre d'une militante  
à sa fille de 10 ans**

**LIRE EN PAGE 10**

## LE « PROFIT SOCIALISTE » A L'HONNEUR EN CHINE

Lire en page 3

**Le PCP propose la formation d'un  
gouvernement d'Union nationale,  
incluant le PSD et le CDS**

## Un tournant au Portugal ?

Lire en page 3

**Ouverture du congrès mondial  
de psychiatrie à Honolulu**

**La flichiatry soviétique  
sera-t-elle au banc  
des accusés ?**

Lire en page 4



## LES 3 COUPS DE LA RENTREE

**Recontre Maire-Séguy mercredi  
Ouverture des négociations dans la  
fonction publique, le 1er septembre**

Lire en page 5

**Au 29e jour de grève de la faim, le militant d'ETA, détenu  
à Marseille, risque le coma**

# APALA ASKATU !

(Libérez Apala !)

• 300 Basques entament une grève de la faim en solidarité

• Plusieurs dizaines de milliers de Basques participent à la fin de la « Marche de la liberté » à Pampelune

« Apala askatu »,  
« libérez Apala ».

Ce cri, toute une nation le lance chaque soir dans les villes et villages d'Euskadi-Sud, où les manifestations quotidiennes se succèdent depuis plusieurs jours pour obtenir la libération du militant d'ETA V, Miguel Angel Apalategui, détenu aux Baumettes et menacé d'extradition par un gouvernement français qui refuse de

lui accorder le statut de militant politique.

De nouveau, à San Sebastian, les manifestants ont trouvé, sur le chemin qui mène au consulat français, les « grises » et les gardes civils. Ceux-ci, selon les journalistes témoins, se sont comportés comme aux pires temps du franquisme, tirant à bout portant sur les manifestants les balles de caoutchouc qui défigurent et

parfois tuent... A San Sebastian, un jeune de 18 ans a été blessé par balle. « Balle perdue », a expliqué le gouverneur de la province.

Dimanche, les dizaines de milliers de manifestants qui participaient à la dernière étape de la « Marche de la liberté », près de Pampelune ont conspué le gouvernement de Bonnet, Peyrefitte et Barre, qui laisse Apala sans surveil-

lance médicale, alors qu'au bout d'un mois de grève de la faim, c'est le coma qui le guette.

Face aux faux-semblants, aux assauts d'hypocrisie d'un académicien-ministre de la Justice française, c'est désormais tout un peuple qui affirme, au-delà des jugements divergents sur les formes d'action choisies, qu'Apala est l'un des siens. Libérez Apala ! Apala askatu !



Plus de cent mille personnes ont participé dimanche à la dernière étape de la marche de la liberté. Les représentants des principaux partis, ainsi que neuf des « extradés » basques, rentrés clandestinement participent à la manifestation. La plupart des orateurs ont réclamé l'indépendance du Pays basque et la libération immédiate de Miguel Angel Apalategui, « Apala ». Les cinq colonnes de manifestants s'étaient rassemblées dans un immense champ d'Arzuri, à quelques kilomètres de Pampelune, dont l'accès était interdit par d'importantes forces de police.

## Un mot pour un autre

Quand il fut promu Premier ministre, Barre avait promis qu'il jugulerait l'inflation. Les naïfs avaient alors cru que les prix allaient baisser.

Quand les premiers chiffres tombèrent, Barre expliqua qu'ils ne comptaient pas, parce qu'ils répercutaient les hausses des mois précédents.

Quand les suivants furent connus (ils étaient catastrophiques), Barre expliqua qu'il fallait savoir prendre du recul, « sans dramatiser l'indice ni dans un sens ni dans un autre ».

Aujourd'hui, les 6,5 % annoncés pour l'année sont d'ores et déjà dépassés. Barre fait alors une révélation. A un journaliste du « Point » qui l'interroge, il déclare tout de go : « Vous savez aussi bien que moi que l'inflation, ce n'est pas l'indice des prix. L'indice est un thermomètre, rien de plus. Les éléments décisifs sont ailleurs... »

Seuls des esprits bornés ont pu croire qu'inflation et hausse des prix étaient des synonymes. Barre, lui, sait qu'il n'en est rien : « J'ai reçu l'autre jour des experts économiques internationaux. Je leur ai exposé les grandes lignes de notre situation économique. L'un d'eux m'a dit : « Quel est le rythme de l'augmentation de vos salaires ? C'est la seule question — a-t-il ajouté — qui nous importe, les pays qui lâchent sur ce point-là ne tardent pas à couler... » Et bien, sur tous ces plans, la tendance s'est renversée. »

Juguler l'inflation, c'est en somme laisser filer les prix, l'important étant de verrouiller les salaires. Il fallait y penser.

# LA CAMPAGNE POUR LA LIBERATION DE MIGUEL ANGEL APALATEGUI

Au 29<sup>e</sup> jour de grève de la faim du militant basque

## Le bulletin de santé d'Apala



Apala a commencé sa grève de la faim le 31 juillet. Il en est donc au 29<sup>e</sup> jour. C'est à partir de ce moment-là, selon l'expression d'un médecin, que les choses deviennent « sérieuses ». En effet, les troubles qui peuvent se déclarer ne proviennent pas directement du manque d'alimentation, mais de dérèglements provoqués par l'absence de certaines substances, le sel par exemple. Ces carences atteignent en premier lieu les deux organes vitaux que sont le cœur et les reins, dont le fonctionnement commence à se dérégler... Cela entraîne des troubles graves du métabolisme. L'affaiblissement du cœur ne peut pas descendre en dessous d'un certain seuil et le mauvais fonctionne-

ment des reins entraîne une forme d'auto-empoisonnement (par l'urée surtout). Ce sont ces troubles et ces dérèglements qui peuvent provoquer des troubles cérébraux allant jusqu'au coma.

Or aucun médecin n'a pu jusqu'à présent examiner Apala. Il se trouve en effet à l'infirmerie et non à l'hôpital de la prison des Baumettes ; et le médecin de la prison est en vacances...

Il est donc « surveillé » médicalement par des infirmiers et par un interne qui passe de temps à autre. La direction des Baumettes a malgré cela refusé toute visite à la commission des médecins basques et français qui voulait l'examiner et discuter avec lui des conséquences

exactes que pouvait avoir la grève de la faim.

Apala n'absorbe que de l'eau du robinet pour ne pas risquer, en prenant d'autres eaux, d'être nourri à son insu. De même, il refuse depuis jeudi dernier la pilule de vitamines qu'il absorbait chaque jour jusqu'à présent, pour les mêmes raisons.

L'avocat général de Marseille, qui refuse les visites, comme le garde des Sceaux, Peyrefitte, sont donc en train de prendre aujourd'hui toute la responsabilité et la terrible phrase d'Apala : « Je continuerai la grève de la faim pour obtenir le statut de prisonnier politique jusqu'à ses ultimes conséquences. »

Correspondant Marseille

## LA CONFERENCE DE PRESSE DE MARSEILLE

Le soutien qui entoure maintenant Apala est proprement inouï. On sait qu'au pays basque la grande manifestation antinucléaire de 180 000 personnes s'était terminée au grand cri de « Apala Askatu » (Libérez Apala), depuis, le soutien s'est encore amplifié. Le comité Apalategui de Marseille organisait, vendredi soir, une conférence de presse ouverte qui faisait le point sur l'ensemble des initiatives prises et les premiers succès remportés dans la popularisation.

Toutes les forces politiques basques sans exception ont fait connaître leur volonté de voir Apala libéré. Mais dans l'Etat espagnol même, le soutien est massif : la liste des organisations, groupes et comités qui ont envoyé des télégrammes serait trop fastidieuse. Mais il faut savoir que le Parti carliste lui-même s'est prononcé sur le statut de politique d'Apala. Comme le parti de Suarez... Le PSOE était présent au procès d'Aix et tous les comités qui participent à la grande marche qui s'achevait hier à Pampelune bataillent aussi pour la libération d'Apala.

M<sup>e</sup> Castell, défenseur d'Apala, disait dans une déclaration faite de San Sebastian par téléphone : « L'affaire Apala est une erreur politique du point de vue même des

gouvernements espagnol et français. Ils ont fait d'Apala un héros national basque. Et ils ont porté la question basque au plan international comme cela n'avait jamais été fait. »

En France, le soutien s'est aussi élargi : toutes les organisations chrétiennes (l'évêque de Marseille est prêt à héberger Apala) étaient représentées à la conférence de presse. Le Syndicat des avocats de France, le MAJ, la Ligue des droits de l'homme, les juristes démocrates, bref, toutes les organisations démocratiques de la région, souvent porte-parole de leur organisation nationale, ainsi que les groupes d'extrême gauche, étaient représentés. VVAP, Volem viure al país, a fait parvenir une liste de signatures de tout ce que la Provence compte de poètes, de chanteurs et d'artistes occitans au plan national ; Le Garrec du PS et de La Bollardière ont déclaré se mettre à la disposition du comité : bref, la mobilisation a à peine faibli pendant cet été.

Le gouvernement français maintient, lui, son intransigeance. Peyrefitte, ministre de la Justice, interdit à la commission médicale de rendre visite à Apala. Et l'avocat général se retranche derrière ce refus pour en formuler un autre : celui que des compatriotes basques puissent voir

Apala et discuter avec lui. En effet, depuis son incarcération, il ne peut voir que des Français. A l'exception de sa mère, venue passer une semaine à Marseille.

Pourtant, depuis son arrestation, l'affaire n'a pas avancé d'un pouce sur le plan juridique : le dossier reste vide et se réduit à des télégrammes du gouvernement espagnol. Comme le disait M<sup>e</sup> Pascal, suppléante de l'avocat français, « la loi antiterroriste européenne n'est pas encore ratifiée par le Parlement de Strasbourg. Mais elle est déjà appliquée... »

De toute façon, et cela était souligné par M<sup>e</sup> Castell, il semble bien que l'affaire soit très peu une affaire judiciaire, mais qu'elle soit l'œuvre directe des services spéciaux français et espagnols.

En attendant, Apala continue sa grève de la faim. Sa deuxième demande de liberté provisoire arrive à échéance le 15 septembre : la réponse donnera une première indication sur la fermeté du pouvoir. Mais elle n'en sera qu'un indice. Si la liberté n'était pas accordée, la bataille s'accroîtrait pour obtenir le statut de politique pour Apala et obtenir sa liberté sans condition.

Correspondant Marseille

Miguel Angel Apalategui sortant de la prison attenante au palais de justice d'Aix-en-Provence, lors de son passage devant la chambre d'accusation, le 2 août.

### ROUEN

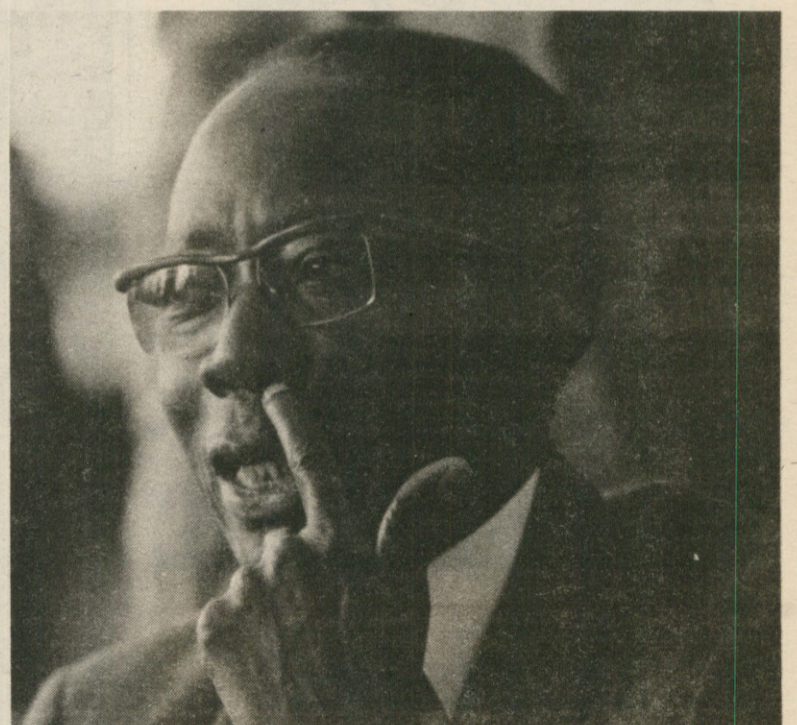
## Le président sénégalais Léopold Sedar Senghor en visite chez les travailleurs immigrés

Dimanche après-midi, le président, le consul et ses sous-fifres sont venus au foyer pour nous serrer la pince, comme dit la chanson. C'est que voilà, pour tous les chefs d'Etat qui se respectent, la démagogie et la répression sont les deux mamelles du pouvoir (ce n'est pas Giscard qui nous démentira). Donc, le premier poète du Sénégal a mis à profit ses congés payés, qu'il passe habituellement à Deauville (« la Normandie est ma deuxième patrie », dit-il). Il vient chaque année visiter ses « compatriotes » qui vivent dans les foyers de la région, fraîchement repeints et fleuris à cette occasion seulement.

Comme Giscard, il vient regarder au fond des yeux le Sénégal profond et surtout calmer les esprits turbulents et revendicatifs. L'an dernier, c'était les travailleurs du foyer Moïse, en grève des loyers à l'époque. Cette année, c'était celui de la rue Renard, qui vient de finir une grève très suivie avec quelques acquis non négligeables : création d'une section de l'Union générale des travailleurs sénégalais et mauritaniens, droit de réunion dont les assemblées générales convoquées par le comité des résidents, des activités culturelles, etc.

Côté répression, Giscard fournissait la main-d'œuvre : des flics, vingt-quatre heures sur vingt-quatre s'il vous plaît ! Pendant trois ou quatre jours, pour protéger les travailleurs (n'en doutons pas) des diffuseurs de l'UGTSM qui dénonçaient dans leur tract les conditions de vie scandaleuses des travailleurs africains en France et interpellaient Senghor au sujet des licenciements des cheminots grévistes de Thiès, des employés de la SOTRAC (transports en commun) de Dakar, etc.

Les diffuseurs de « LCR-Afrique en lutte » de leur côté fixaient des axes de bataille vis-à-vis tant du PS français pour la rupture des liens avec le parti de Senghor, qualifié de PS sénégalais (sic), que des syndicats ouvriers



français dont l'attitude n'est pas des plus internationalistes. Par exemple, « le Peuple » du 15 février 1976 se félicite « des bons rapports », « de l'identité de vue sur les problèmes des travailleurs sénégalais en France » entre la CGT et la CNTS, syndicat lié à l'appareil d'Etat sénégalais et vendu aux patrons.

Mais que cet agrégé de grammaire qu'est Senghor prenne garde, les travailleurs ne sont plus dupes et le développement des luttes dans l'immigration, celles de la classe ouvrière et de la jeunesse scolarisée au Sénégal pourrait bien faire qu'un jour Jean Ferrat soit obligé de rectifier son affirmation très catégorique : « Le poète a toujours raison... »

Correspondant

Le  
poète  
au  
foyer

## PORTUGAL

Un tournant dans la situation politique à Lisbonne

Vers un «compromis historique»  
à la portugaise ?

Plus que les récentes mesures d'austérité annoncées jeudi soir par le Premier ministre, ce sont les spéculations sur les chances de voir aboutir le «compromis historique» proposé par Mario Soares, qui dominent l'actualité portugaise en ce début de semaine.

Recevant vendredi dans sa résidence de Sao Bento les principaux représentants de la presse nationale et internationale, le Premier ministre Soares a laissé entendre à ses audi-

Dans son allocution de jeudi soir, Mario Soares avait évoqué longuement le précédent du «compromis historique» italien pour inviter l'ensemble de l'opposition à composer. Selon lui, le PCP et la CGTP doivent admettre les mesures «d'assainissement» des entreprises industrielles, même si elles se traduisent par des licenciements, car elles seraient «préférables à des faillites».

L'élément nouveau, c'est la volonté de Mario Soares d'associer à ce qu'il appelle un «plan de sauvegarde nationale» le PCP et la CGTP. Le Premier ministre portugais avait pris soin de convoquer, jeudi, les dirigeants de la centrale syndicale et du parti d'Alvaro Cunhal pour

les informer en personne des nouvelles mesures économiques, alors que le dialogue était interrompu depuis plusieurs mois.

La volonté d'ouverture de Soares semble avoir porté assez rapidement ses fruits, puisque vendredi, à l'issue d'une entrevue avec le président de la République, le général Ramalho Eanes, le secrétaire général du PCP, Alvaro Cunhal, proposait la formation d'un gouvernement d'union nationale sur la base «d'une plate-forme élaborée par toutes les forces politiques et sociales sans discrimination». Répondant aux questions des journalistes, le secrétaire général du PCP a précisé qu'il n'excluait ni le Parti social-démoc-

rateur qu'il était indispensable de parvenir à un «large consensus» des différentes forces politiques portugaises pour redresser l'économie du pays. A cette occasion, le Premier ministre portugais a réaffirmé, comme il l'avait fait dans son discours de jeudi soir, qu'il était prêt à reprendre le dialogue avec l'ensemble de l'opposition, y compris le Parti communiste et la centrale syndicale CGTP, pour mettre en œuvre ces mesures d'austérité.

crate ni même le Centre démocratique et social, en ajoutant que le PCP était «totalement ouvert au dialogue».

Cette attitude est assez nouvelle. Immédiatement après les élections à l'Assemblée de la République, en avril 1976, le PCP avait lancé la formule de «gouvernement de gauche», fondé sur la majorité que détiennent au Parlement les députés socialistes et communistes.

Ce n'est qu'à l'apogée de l'offensive législative anti-ouvrière, menée par le PS au printemps dernier, avec l'appui ou la neutralité active des partis de droite et en particulier du PSD, que le PCP avait modifié cette attitude. Après le vote de la loi Barreto, qui remettait en cause les acquis de la réforme agraire au sud du Tage, le PCP avait déclaré qu'il ne voyait plus aucune raison de soutenir ou d'empêcher de tomber le gouvernement minoritaire de Mario Soares. A mois de juillet même, le PCP avait encore durci sa position en exigeant la démission du gouvernement et la convocation immédiate de nouvelles élections générales. Dans le même temps, le PCP avait haussé le ton en affirmant qu'il s'opposerait, y compris par la force, à la mise en œuvre des lois anti-ouvrières, en particulier la restitution des terres expropriées aux anciens propriétaires. Avec le «tournant» de vendredi, le PCP semble donc montrer une fois de plus qu'il bronche au pied de l'obstacle à franchir.



Le général Ramalho Eanes.

Certains faits le laissent prévoir. Tout au long de ses discours de juin et juillet contre la «récupération capitaliste», le secrétaire général du PCP avait laissé la porte ouverte, en affirmant que l'essentiel pour lui n'était pas de refuser en bloc toute mesure d'austérité, à condition seulement qu'elles procèdent d'une négociation et non d'un diktat unilatéral du gouvernement socialiste. Il y avait d'ailleurs des précédents connus à cette attitude.

Comme au printemps, où le PCP vota le projet de loi socialiste réglementant sévèrement le droit de grève (instaurant le préavis et l'interdiction d'occuper les usines), sous le prétexte que c'était le moins mauvais possible face aux exigences des partis de droite. Et même sur la question agraire, on a vu en septembre 1976, le PCP accepter la restitution de cent une propriétés collectives, après que le gouvernement socialiste de Soares ait accepté de «négocier» formellement cette restitution avec le syndicat des travailleurs agricoles de l'Alentejo, contrôlé par le PCP.

Dans ce «compromis historique

à la portugaise», les deux compères réformistes y trouvent leur compte. Le Parti socialiste, qui ne dispose d'aucune «courroie de transmission syndicale» crédible, depuis qu'il a échoué lamentablement dans son projet de faire de la «Lettre ouverte» une alternative syndicale face à la CGTP dominée par le PCP, ne peut poursuivre très loin sa politique d'austérité sans y compromettre les communistes. A moins de risquer un recul significatif de son influence dans la classe ouvrière. Pour le PCP, il devenait également urgent de trouver une issue honorable qui lui permette, sans trop perdre la face, d'éviter un choc frontal avec le gouvernement et, partant, avec les militaires et le régime.

Mario Soares a d'ailleurs pris soin de se garder de côté quelques points négociables, comme le renouvellement des contrats collectifs fin 1977, au terme de la période de blocage des salaires. Restera tout de même, et dès le mois de septembre, l'échéance de l'application des lois anti-ouvrières votées dernièrement. Cela risque de compromettre tous les plans tirés sur la comète par Mario Soares et Alvaro Cunhal.

Michel Rovere



Alvaro Cunhal, dirigeant du PCP.

## CHINE

## NOUVELLE ETAPE DANS LA REVISION ECONOMIQUE

«Le Quotidien du peuple» publie un éloge du «profit socialiste»

Nouvelle étape dans la révision économique mise en œuvre par la nouvelle direction chinoise, le *Quotidien du peuple* vient de réhabiliter dans un éditorial très remarqué «le profit dans les entreprises».

L'éditorialiste prend soin de préciser — avait-il peur que cela ne soit pas si clair ? — que le «profit des entreprises socialistes» n'a rien à voir avec la «plus-value capitaliste» et «l'idée révisionniste que le profit passe avant tout».

Mais le reste de l'article a une tonalité qui n'aurait pas déparé au temps de la «réforme Libermann» en URSS, il y a douze ans : «C'est un honneur de faire des bénéfices, il est honteux d'être déficitaire.» Pour le *Quotidien du peuple*, le décollage de l'économie chinoise passe par un accroissement de l'accumulation et du profit des entreprises et une remise en ordre de leur gestion.

«Toutes les unités industrielles doivent combler leur déficit et augmenter leurs profits.» Le journal laisse prévoir un renforcement du contrôle de l'Etat sur la gestion des entreprises et sur l'utilisation de leurs fonds.

## Suppression des plages horaires de débat politique

Corollaire de cette insistance mise sur l'augmentation des profits et donc de la productivité, le *Quotidien du peuple* réclame la réduction maximum des pertes «à caractère politique», terme peu défini dans l'article, mais qui désignerait les activités politiques, improductives — exercées pendant les heures de travail. Cette réduction du temps de travail effectif au profit de séances d'éducation et de discussion politiques était l'un des principaux «acquis» de la Révolution culturelle. Récemment, la presse officielle avait déjà souligné la nécessité de faire des études politiques pendant les heures de loisir.

## L'heure des «managers» ?

Ce nouvel éloge du profit socialiste vient compléter une série d'autres mesures qui indiquent la profondeur de la révision économique entreprise par l'équipe Hua-Teng.

Au début du mois, des directives

précises et sévères ont été lancées pour réorganiser, selon le critère de la stricte compétence économique («l'expert avant le rouge») les équipes dirigeantes des entreprises. Enfin, les experts occidentaux ont remarqué le nouveau cours de la politique économique chinoise en matière de relations commerciales avec les pays industriels développés. Le remède de l'achat de technologie étrangère préconisé par Teng Hsiao-ping pour combler le retard industriel de la Chine a commencé d'être appliqué avant même la réunion du XI<sup>e</sup> Congrès. C'est cette orientation, entre autres, qui avait valu à Teng sa disgrâce au temps de la «bande des quatre», fidèles à la ligne «compter seulement sur ses propres forces».

Une mission économique chinoise se trouve actuellement en France où elle visite notamment des usines chimiques. Une mission similaire est attendue aux Etats-Unis et les échanges sino-japonais devraient connaître un nouvel essor après la visite du vice-ministre chinois du Commerce extérieur, Liu Hsi-wen, le mois prochain au Japon.

Intérim



Produire plus, discuter moins...

**ET POURTANT  
ELLE TOURNE**

RFA

L'opposition démocrate chrétienne serait majoritaire en cas d'élections générales en Allemagne fédérale, révèle un sondage effectué par l'institut d'Allensbach pendant la première moitié du mois d'août.

Si des élections législatives étaient organisées dimanche prochain, 51 % des électeurs voteraient pour la coalition démocrate-chrétienne CDU-CSU, 39 % pour le Parti social-démocrate SPD de Schmidt et Brandt et 8 % pour le Parti libéral (FPD).

(AFP)

**Pakistan**

Selon l'ancien commandant en chef de l'armée pakistanaise, l'ex-Premier ministre, Ali Bhutto, aurait touché un pot-de-vin de deux millions de dollars pour l'achat de trente « Mirage » français par le Pakistan. Ali Bhutto dément. Affaire à suivre.

(AFP)

**Suisse**

Plus de 10 000 personnes ont manifesté samedi à Berne pour obtenir du gouvernement helvétique que la construction des centrales nucléaires soit suspendue pendant quatre ans. Les manifestants, après avoir défilé dans les rues de la ville, se sont regroupés devant le palais fédéral avant de se disperser.

Samedi soir, plusieurs centaines de militants écologistes s'étaient rassemblés sur le site de la future centrale nucléaire de Graben (nord de la Suisse) de nombreux autres étaient attendus pour la manifestation qui devait se dérouler dimanche dans la soirée.

(AFP)

**Grande-Bretagne**

Le carnaval antillais de Notting Hill, à l'ouest de Londres, s'est ouvert dimanche dans le calme, malgré les menaces de l'extrême droite, regroupée dans le National Front, d'y créer des incidents.

Derrière la grande manifestation culturelle noire, se profile le souvenir des sanglants accrochages intervenus lors du carnaval de l'année dernière, où les forces de l'ordre avaient violemment été prises à partie par les participants de la fête.

Cette année, c'est l'exacerbation de la haine raciale, dont le National Front s'est fait le porte-drapeau, qui est à l'ordre du jour. Durant le seul mois d'août, c'est à deux occasions que de sérieux affrontements ont eu lieu entre les racistes qui font campagne contre l'immigration et les militants antifascistes.

**COLOMBIE**

A l'approche de la grève nationale annoncée par les quatre principales centrales syndicales, le gouvernement colombien a annoncé que de sévères sanctions seraient prises contre les grévistes qui troubleraient l'ordre public.

Un communiqué de la présidence de la République annonce le maintien du régime d'exception, condamnant les personnes qui organisent, dirigent, fomentent ou incitent à des arrêts de travail, de trente à cent quatre-vingt jours de prison. Les personnes participant à de telles activités seront en outre sanctionnées par l'annulation de leur contrat de travail.

**Rectificatif**

L'article sur le XXIX<sup>e</sup> Congrès du Socialist Workers Party, publié dans Rouge n°431, du 24 août dernier, indiquait par erreur, à propos des débats du comité directeur de la fraction léniniste trotskiste que « seule une faible minorité animée par les membres de la FLT en France et en Espagne a décidé de se maintenir en tendance sur la base des documents antérieurs de la FLT ».

Il faut lire : « Seule une faible minorité... a proposé que la FLT se transforme en tendance afin de poursuivre sous cette forme le combat politique sur les questions sur lesquelles il subsiste d'importantes divergences au sein de l'Internationale (notamment le bilan du Portugal et de l'Angola, la question de la Chine et du Vietnam et l'orientation pour l'Europe). »

**HAWAII**

**Congrès mondial de la psychiatrie  
LA FLICHIATRIE SOVIETIQUE  
ET LES AUTRES...**

Depuis hier, Honolulu est devenu la capitale de la psychiatrie mondiale. Cinq mille psychiatres, venus de 75 pays, sont réunis sous les palmiers. Plusieurs sujets sont à l'ordre du jour, mais incontestablement, la « vedette » sera tenue par le débat sur l'utilisation politique de la psychiatrie, en URSS plus particulièrement. Lors du précédent congrès, à Mexico, en 1971, cette question avait été habilement éludée, un approfondissement du débat aurait, à l'époque, provoqué une scission dans les rangs de la communauté scientifique.

Aujourd'hui, il ne semble plus possible pour le congrès de reculer et d'esquiver le débat. Pliouchtch, Boukovski ou Vianu (psychiatre roumain dissident) et le combat mené par les oppositionnels en URSS ont fait connaître au monde entier les utilisations de la psychiatrie en Union soviétique. Malgré toutes les précautions des organisateurs, le débat risque d'être houleux et d'avoir des répercussions importantes dans le monde de la psychiatrie.

Les responsables du congrès mondial de la psychiatrie auront vraiment pris toutes les précautions pour éviter « l'incident diplomatique avec les Soviétiques ». Dans le débat consacré à l'utilisation politique de la psychiatrie, les interventions seront limitées à dix minutes et on se demande comment feront les intervenants pour s'exprimer en si peu de temps.

Le débat, dans ces conditions, ne pourra être qu'une longue suite de témoignages, de dénonciations de cas individuels, mais il est évident que le problème de fond aura du mal à s'engager. Il est vrai que si les Soviétiques risquent d'être fort susceptibles, les psychiatres occidentaux préfèrent s'en tenir à une dénonciation sans suite de la répression psychiatrique en URSS, plutôt que d'engager le réel débat sur l'utilisation politique de la psychiatrie.

L'Occident a aussi en la matière ses brebis galeuses, comme l'Afrique du Sud, le Chili et l'Argentine, par exemple. La psychiatrie aujourd'hui, que ce soit en URSS ou en Occident, par les critères de normalité qu'elle utilise et véhicule, par les relations qu'elle provoque entre soi-

gnants et soignés, ainsi que par les thérapies utilisées, ne peut que reproduire les rapports de forces existant dans la société. Elle sert à maintenir la bureaucratie au pouvoir en URSS, à défendre le pouvoir de la bourgeoisie dans les pays capitalistes. C'est ce débat que n'engageront sûrement pas les congressistes d'Honolulu.

Après les remous provoqués par les « antipsychiatres », après l'accentuation des divisions dans la psychiatrie internationale sous l'impulsion des « Italiens », le congrès ne pourra qu'entériner un état de fait : c'en est fini de l'isolement et des débats en vase clos. La psychiatrie est elle aussi traversée par les grands mouvements sociaux. Ce n'est pas une science au-dessus des classes.

De toute façon, si la teneur des débats ne satisfait pas le président du congrès, celui-ci aura le loisir de couper la parole aux intervenants : il peut de son siège supprimer la sonorisation ! Quand on pense que ces gens-là vont parler de démocratie et de respect de la dignité humaine !

B. Morton

**RDA**

**5 dissidents expulsés  
vers l'Ouest**

Samedi, le gouvernement de la République démocratique allemande a relancé de manière spectaculaire sa politique qui consiste à laisser passer à l'Ouest les intellectuels ou artistes dissidents. Plutôt que de laisser se développer des protestations, des mobilisations en leur faveur, les autorités est-allemandes ont libéré, en l'espace de quelques heures, cinq contestataires connus. Les dissidents ont été conduits à la frontière ouest-allemande. Déjà, en avril dernier, la RDA avait autorisé plusieurs personnalités dissidentes à franchir la frontière.

Les cinq personnes expulsées sont Helmut Nitsche, Karl-Heinz Nitschke, Gerulf Pannach, Christian Kuhnert, Juergen Fuchs.

Helmut Nitsche est professeur de sciences germaniques à l'université de Berlin-Est ; il avait été arrêté ainsi que sa femme en avril 1977 ; il avait adressé, à la suite de son arrestation, une lettre à Jimmy Carter, dans laquelle il attirait l'attention du président américain sur le non-respect des droits de l'homme dans son pays et lui demandait d'intervenir en sa faveur pour obtenir un visa de sortie.

Karl-Heinz Nitsche est docteur et a été arrêté en septembre 1976 ; il avait déposé en quelques années treize demandes d'émigration pour lui et sa famille. Il fut à l'initiative de la création d'un mouvement pour la défense des droits de l'homme, mouvement qui avait recueilli, pour une pétition adressée au gouvernement, la signature de soixante-dix-neuf personnes.

Gerulf Pannach et Christian Kuhnert sont auteurs-compositeurs

et faisaient partie du *Ranft-Combo Gruppe*, orchestre fort populaire dans la jeunesse par ses diatribes acides contre l'arbitraire de l'appareil d'Etat ; cet orchestre avait d'ailleurs été dissous par les autorités. Ces deux artistes avaient d'autre part protesté à l'époque contre la décision du gouvernement de déchoir Wolf Biermann de sa nationalité.

Enfin, le dernier expulsé, Juergen Fuchs, est un jeune écrivain arrêté à l'Ouest à la suite de la publication de son livre *Protocoles d'une mémoire*, qui critiquait le régime est-allemand.

Les trois derniers dissidents cités faisaient partie de l'entourage du professeur Robert Have mann, le plus connu dans le pays des contestataires. Il est actuellement assigné à résidence surveillée à Berlin.

Quand aux familles des expulsés, elles n'ont pas encore reçu l'autorisation des autorités, pour rejoindre les dissidents en République fédérale allemande.

F. Nicolas, H. François

**PRESSE**

**Un an après le couronnement de Hersant  
Colloque sur la presse  
en octobre**

Samedi 1<sup>er</sup> octobre prochain, se tiendra dans la salle des conférences du FIAP (30, rue Cabanis, 75014, Paris, à partir de 10 h) une journée d'étude et de réflexion sur la liberté d'information et les problèmes de la presse. La journée est à l'initiative de la Ligue des droits de l'homme à laquelle se sont, entre autres, joints le Syndicat de la magistrature, l'Union nationale des syndicats de journalistes et l'Union fédérale des consommateurs. Parallèlement à cette initiative, un comité de vigilance, regroupant les organisations susmentionnées, s'est constitué avec pour but de préparer toutes initiatives adéquates, au cas où de nouvelles grandes manœuvres autour de la presse seraient engagées.

Le colloque sera l'occasion, un an après la mainmise d'Hersant sur *France-Soir*, de faire le bilan des actions de défense engagées par les journalistes et leurs syndicats. A l'occasion de cet anniversaire, le comité de vigilance a en effet sorti un « quatre-pages » dont les titres recto-verso pastichent fort justement les deux publications du papivore français : *France noire* et *le Fi-Garrot*. Quelques articles y décrivent le détail des plaintes engagées contre Hersant pour infractions aux lois sur la presse, ainsi que la réponse de la justice. Il existe bien à Paris un juge d'instruction qui les a rassemblées (c'est d'ailleurs le même juge auquel *Rouge* a souvent affaire, mais avec plus de célérité), mais son ambition ne semble pas avoir dépassé cet objectif.

Est-ce parce qu'une telle instruction risquerait de remettre en cause toutes les concentrations que la presse française a connues ces dernières années ? Le « quatre-pages » *France noire*, *le Fi-Garrot* ne manque pas, en effet, de redire que sous la pluralité des titres se cache l'uniformité restreinte des propriétaires, des informations et même parfois des méthodes de direction.

Ainsi, on savait qu'Hersant demandait à ses journalistes de faire par écrit acte d'allégeance à la majorité présidentielle (à tel point qu'il n'a pas hésité à en recruter par petite annonce stipulant cette exi-

gence) ; mais on savait moins qu'il n'était plus le seul dans ce cas, depuis que le quotidien *Ouest-France*, inscrit en toutes lettres dans ses contrats d'engagement, que l'opinion des journalistes ne doit pas transparaître dans les colonnes du journal.

L'opinion, c'est bien connu, ce n'est pas le rôle du journaliste. A *France-Soir*, c'est Winckler, l'autre propriétaire du titre, en fait le prétexte, qui a permis à Hersant de mener à bien son OPA, qui se charge de la donner ou de la façonner. Les journalistes de ce quotidien, qui ne fut jamais un journal contestataire, ont pu ainsi constater comment le nouveau patron concevait l'information. Et de citer cet exemple : « Les éditions datées du 14 juillet rendent compte de l'importante conférence de presse donnée par François Mitterrand le 12 en titrant sur la « réplique » de Barre. Dans les éditions de l'après-midi, cela donne « réplique de Barre à Mitterrand ». Mais dans l'édition du matin, le gros titre ne comportait même qu'un nom visible de loin, celui du Premier ministre : « Réplique éclair de Barre », gros titre de la page une, surmonté, en petits caractères de « après la conférence de presse de Mitterrand ».

Vous en voulez encore des histoires comme celle-là ? Rendez-vous alors en octobre prochain, au colloque sur la presse.

G. M.

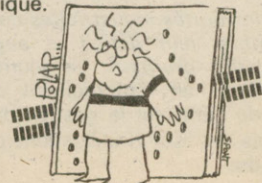
**Congrès de «La libre pensée»  
Comment lutter  
contre l'armée ?**

La Libre Pensée est une très vieille association qui s'illustra jadis dans son combat pour l'école laïque. Elle regroupe différents courants, athés, radicaux, socialistes, anarchistes, etc. C'est essentiellement sur les problèmes de l'armée que fut centré son congrès national de Reims des 25, 26 et 27 août. Il était question de définir, selon ses propres termes « son rôle et sa place dans le combat antimilitariste ». Deux tendances se sont affrontées ; la « tendance pacifiste » a été majoritaire à l'issue des débats où une motion, se prononçant pour « la suppression de toute force militaire conventionnelle ou nucléaire, la destruction des stocks existants et l'arrêt immédiat de toute recherche a but militaire » ainsi que pour « l'interdiction de toute production de matériel ou moyen de guerre et de tout commerce des armements ou produits », fut votée.

Les discussions ont révélé l'existence d'une forte minorité de délégués favorables à « une armée populaire mais non nucléaire », représentant la tendance dite « révolutionnaire » dont les membres refusent de dissocier le problème de l'armée de l'Etat.

Les « pacifistes » quant à eux refusent toute notion d'armée. Ils sont d'ailleurs malheureusement opposés

à ce que soit mentionnée explicitement dans la motion finale la lutte pour l'obtention des droits syndicaux pour les soldats, ce qui représentait selon eux reconnaissance implicite de l'armée. La motion finale précise néanmoins 6 points sur lesquels les libres penseurs comptent intensifier leur action. Ils lutteront : « Contre l'implantation de l'extension des terrains militaires en attendant leur suppression. Pour la reconnaissance du droit fondamental à l'objection de conscience ! Pour la suppression des tribunaux militaires ! Pour éduquer les individus dans le sens de la solidarité internationale. Pour la solidarité et le soutien de tout ses droits de citoyen. » Cette lutte sera non violente, cependant il n'est pas exclu, précisent-ils, qu'ils « soient appelés à combattre pour résister à une oppression ». Ces prises de position sont importantes et pour ambiguës qu'elles soient sur certains points, elles renforcent néanmoins le combat de soldats pour leur droit démocratique.



P. M.

Après la réponse de Marchais à Priouret,  
et les commentaires des économistes socialistes

## LA POLEMIQUE PC-PS REBONDIT SUR LES SALAIRES

Le débat entre le Parti communiste et le Parti socialiste sur la réactualisation du Programme commun est désormais centré sur la question du niveau et de la hiérarchie des salaires. Après la réponse de Georges Marchais à la lettre ouverte de Roger Priouret et les réactions des économistes socialistes qu'elle avait suscitées, notamment dans « le Matin », Michel Rocard et Jacques Attali, respectivement dans « l'Express » et « le Nouvel Observateur » de cette semaine, présentent leurs analyses.

Si la polémique prend un tour plus concret qu'il y a quelques semaines, nombre d'ambiguïtés continuent de planer, tant sur les positions précises défendues par les uns et les autres dans le cadre de la négociation, que sur les intentions politiques qui président aux échanges épistolaires ou par voie de presse. C'est particulièrement vrai pour le PC qui continue de vouloir apparaître dans ce débat comme la « gauche » de l'Union de la gauche.

P.J.

Le débat entre le Parti communiste et le Parti socialiste s'est donc déplacé de l'armement nucléaire au montant du SMIC et à la hiérarchie des salaires. Les désaccords sur ces sujets qui, pendant de longues semaines, avaient été simplement mentionnés sans jamais être précisés, sont maintenant exposés au grand jour, chiffres et comptes à l'appui. La polémique sur les mesures sociales, apparemment, s'éclaircit.

Côté socialiste, on annonce franchement la couleur de l'austérité. Michel Rocard, dans une interview à l'Express (29 août-4 septembre) explique notamment : « Le principal problème n'est pas de fixer les chiffres d'engagements sociaux, c'est de faire en sorte que l'amélioration de la production les rende possible ». Par conséquent, l'objectif prioritaire est de sortir le capitalisme français de sa crise, par une rationalisation du système de production, afin d'accroître la productivité et la compétitivité des entreprises françaises. « Il n'y a de production que si elle est compétitive », ajoute Rocard.

Au bout du compte, seulement une amélioration de la situation sociale des travailleurs serait possible. En attendant, il faut se contenter du minimum. Le SMIC à 2 200 F ? Oui, mais le 1<sup>er</sup> août 1978. Le minimum-vieillesse — il ne devait pas être inférieur au SMIC, précisait le Programme commun en 1972 — à 1 200 F ? Oui, mais le 1<sup>er</sup> août 1978. Le rétrécissement de la hiérarchie des salaires ? On verra... Et ainsi de suite pour l'ensemble des mesures sociales.

L'argumentation socialiste s'embarasse, d'ailleurs, de moins en moins de nuances. Jacques Attali, dans un entretien avec le Nouvel Observateur (29 août-4 septembre) déclare cyniquement : « Il ne faut pas se faire d'illusions. Quel que soit le chiffre avancé, on trouvera toujours quelqu'un pour proposer 10 % de plus. Mais que ce ne soit pas au nom du « refus de l'austérité » pour les travailleurs ». Même à 2 400 F par mois, le SMIC ne serait pas synonyme d'abondance... »

### « Coup de pouce » pour bas salaires

Et Louis Mermaz, haut personnage de la direction du PS, ajoute, dans le même hebdomadaire : « Georges Marchais a raison de faire valoir que le niveau des salaires n'est pas actuellement la cause de l'inflation. Oui, mais à condition que toute une série de mesures

— réforme fiscale, contrôle des prix et des marchés publics, réforme des circuits de distribution, lutte contre la spéculation foncière, baisse du prix des produits pharmaceutiques et surtout réduction des inégalités sociales — soient prises au moment du relèvement des bas salaires et des diverses prestations familiales et sociales. »

La politique salariale du Parti socialiste se limiterait donc à un « coup de pouce » pour les bas salaires et les revenus de transfert, en attendant une amélioration de la situation économique. Et celle-ci ne serait rendue possible — un peu à l'image des analyses du Parti communiste italien — que par une austérité acceptée, seul moyen de remettre en ordre le processus de production, tout en s'attaquant aux privilèges les plus scandaleux et en gagnant progressivement la confiance des partenaires économiques occidentaux.

C'est contre cette perspective que le Parti communiste a lancé la polémique sur les mesures sociales que prévoiera le Programme commun réactualisé. En avançant les 2 400 F pour les smicards, dès l'arrivée au gouvernement de l'Union de la gauche, la direction du PC ne fait d'ailleurs que reprendre à son compte la proposition des confédérations syndicales qui réclament le SMIC à 2 200 F sur la base du pouvoir d'achat au printemps 1977. On ne peut que s'en féliciter.

Est-ce, pour autant, un gage de remise en cause d'une « austérité de gauche » ? Il est frappant de constater combien les économistes communistes semblent embarrassés quand, sur leur droite, des voix s'élèvent pour leur demander comment ils freineront les revendications de « rattrapage » de tous les salariés situés au-dessus du nouveau SMIC. Il faut rappeler que les comptes chiffrés du Programme commun, présentés au début de la réactualisation par le Parti communiste, ne prévoyaient une augmentation réelle du pouvoir d'achat des salariés que de 2 à 4 % par an d'ici 1980. Et que n'était nullement intégrée la perspective d'une égalisation effective des salaires masculins et féminins.

De même, en matière de hiérarchie, le PC semble prendre une position très « gauche » en proposant le chiffre de 1 à 5. Ce qui signifierait que les salaires au-dessus de 12 000 F soient au moins bloqués, dès l'année prochaine. Cette mesure toucherait plusieurs dizaines de milliers de cadres supérieurs. Mais, en



même temps, Georges Marchais assure, dans une interview à Paris-Match : « Il ne s'agit pas de comprimer vers le bas. Il s'agit d'aller du bas vers le haut. » Citation sybilline qui ne précise guère les choses...

### Trois questions

Dans ce débat en trompe-l'œil sur la politique salariale — où le PC a beau jeu d'apparaître combatif par rapport à un PS « raisonnable » — il vient à l'esprit trois questions essentielles.

Premièrement, qu'advient-il, dans tout cela, de l'échelle mobile des salaires, expressément citée à la page 54 du Programme commun de 1972 (Editions sociales) ? C'est pourtant le meilleur moyen d'éviter tout dérapage entre les rémunérations « nominales » et « réelles ». Curieusement, le PC n'en parle pas.

Deuxièmement, quels moyens de contrôle auront les travailleurs sur l'évolution de l'inflation ? Le Programme commun parlera, certes, de « blocage temporaire des prix à la production ». Mais, ensuite, quand la liberté sera redonnée aux 99 % d'entreprises non nationalisées afin, dira le gouvernement, qu'elles reconstituent leurs marges d'autofinancement, investissent et créent des emplois, qui contrôlera les mouvements de stocks, les valseuses d'étiquettes ? Georges Marchais a fait allusion à une intervention des travailleurs dans sa réponse à Roger

Priouret. Curieusement, les propositions concrètes ne viennent pas.

Enfin, et ce n'est pas le moindre problème, il est à peu près sûr que le PS ne cédera pas sur le montant du SMIC. Le PC, certes, aura beau jeu d'expliquer les nécessaires concessions pour la « victoire des forces démocratiques ». Mais alors, s'engagera-t-il fermement à soutenir toutes les luttes des travailleurs qui revendiqueraient un salaire minimum de 2 400 F, même après une éventuelle arrivée de la gauche au gouvernement ?

Et, plus généralement, que répondent les dirigeants communistes à la question de Charpentier, président de la CGC, qui, dans le Figaro de vendredi dernier demandait : « Personne n'a d'illusion ; l'ouvrier qui gagne 20 % au-dessus du SMIC souhaiterait conserver ce décalage. (...) Georges Marchais soutiendrait-il les revendications de cet ouvrier ou se soumettra-t-il aux décisions d'un gouvernement qu'il aura contribué à mettre en place ? »

La provocation du défenseur des intérêts catégoriels des cadres est évidente. Il n'empêche que le problème est réel. Et que le PS, bien sûr, mais le PC également, l'esquive habilement. Après tout, nombre de luttes peuvent légitimement se déclencher sur des revendications de « rattrapage » par rapport au relèvement des bas salaires. Seront-elles condamnées dès lors qu'elles dépasseront les objectifs bien modestes consignés dans les prévisions des experts de l'Union de la gauche ?

Pierre Julien

### On vous dit tout...

Journée d'action  
à l'EDF le  
6 septembre

Les fédérations CGT et CFDT de l'EGF-GDF appellent les gaziers et les électriciens à des actions « pouvant aller jusqu'à la grève », le 6 septembre, jour de la réouverture de la négociation dans ce secteur. Les deux fédérations s'opposent aux formules liant la progression du pouvoir d'achat aux impératifs du plan Barre et au taux de croissance que veut imposer la direction générale de l'EDF. La fédération FO déclare cette action « inopportune » et « entend se présenter librement à la négociation pour y défendre ses propres objectifs. »

### Fourcade provocateur

La fédération CGT de l'Équipement condamne dans un communiqué le projet de budget présenté par Fourcade, ministre de l'Équipement. Pour la CGT, « ce budget d'austérité est électoraliste et monopoliste ». Elle estime « que la création de 286 emplois pour tout le ministère frise la provocation. »

### Barre n'a rien à dire

A la suite de leur entrevue avec Barre, les représentants de la CGC indiquent dans un communiqué que le problème de l'emploi n'est pas résolu en Midi-Pyrénées. « Le Premier ministre s'est informé mais n'a pas apporté de solution nouvelle au problème de l'emploi en Midi-Pyrénées. »

La CGC indique par ailleurs qu'au cours de l'entretien, « elle a insisté pour que le problème de l'emploi des jeunes n'estompe pas celui des actifs en chômage total. »

### Femmes seules

La CGT qualifie de « bilan d'auto-satisfaction » les déclarations de Mme Veil sur la politique en faveur des femmes seules : « Au 31 décembre 1976, moins de 5 000 personnes touchaient l'allocation de parent isolé, et d'après les estimations de la CNAF, ce nombre ne dépassera pas 15 000 en 1977. Aucune mesure concrète n'est avancée en ce qui concerne le droit à la formation professionnelle et à la garantie d'un emploi, qui constitueraient pour elles l'indispensable seuil de sécurité. » La CGT ajoute que « Mme Veil a eu l'impudence de parler d'amélioration des mesures concernant le droit à la pension vieillesse pour les femmes, alors que c'est elle qui s'est opposée, lors du débat sur l'attribution de la retraite à 60 ans pour les travailleuses, à l'ouverture de ce droit après trente ans de cotisations au lieu de trente-sept ans et demi. »

### Le pari corse

L'UPC vient d'écrire à Giscard sur un ton docte et « responsable », multipliant les propos apaisants « Votre volonté n'a pas été respectée et les réformes ont échoué ». Nous ne faisons rien de répréhensible, peut-on lire en substance, « dès lors surtout que nos objectifs invariables se situent sans ambiguïté dans le cadre des institutions françaises ».

Le FNLC vient de revendiquer les attentats de la semaine dernière contre les banques de Porto-Vecchio.

Un nouvel attentat au plastic contre les installations d'un champ de course a eu lieu dans la nuit de samedi à dimanche, près de Sartène. La réunion hippique a été annulée, le paddock étant détruit. L'action n'a pas encore été revendiquée.

### Occitanie

Le numéro 30 de « Lutte Occitane » vient de sortir. Vous pouvez vous le procurer à la librairie occitane de Paris : La Behuga, 5, rue d'Arras, 5<sup>e</sup>.

### Rectificatif

Dans un communiqué paru dans « Rouge » de samedi, reprenant et s'insurgeant contre les déclarations de Beullac, la signature a sauté. C'était une déclaration du bureau national du Syndicat national du travail de de l'emploi CFDT.



Barre accueilli à Toulouse, à pied, n'en déplaie au Premier ministre.

« Le Peuple » commente les résultats des élections professionnelles

LEGERE AUGMENTATION DE L'AUDIENGE DE LA CGT

Le Peuple, organe bimensuel de la CGT, publie dans son numéro d'août quelques informations intéressantes sur les élections professionnelles. Une étude en cours du « service central élections » indiquerait une consolidation de l'audience générale de la CGT en 1976/1977, avec des avancées importantes à la RATP, aux PTT, dans la plupart des banques, au ministère de l'Équipement, chez Citroën et surtout chez les communaux où un bond en avant est enregistré.

La CGT recueille 48,2 % des suffrages dans le privé, le public et le nationalisé confondus, statistique établie à partir des seuls résultats recensés centralement. Il s'agit donc d'une image approchée, tous les résultats ne parvenant pas au service central élections. « Que de négligence, que d'oubli, que d'indifférence pour un outil dont l'efficacité est maintenant démontrée », déplore le Peuple. Il n'est pas interdit de penser que là où les résultats sont franchement mauvais, l'enthousiasme n'est pas excessif à les transmettre au service confédéral.

Or, ces mauvais résultats existent, suffisamment importants pour qu'ils trouvent une expression chiffrée. Dans 190 entreprises de plus de 500 travailleurs, groupant près d'un demi-million de salariés, le gain est de 0,46 % dans les trois collèges. Mais dans un tiers d'entre elles, il y a perte de voix. Pourquoi ? Seule une étude détaillée, la connaissance des entreprises retenues dans l'échantillon permettraient des réponses précises.

La direction confédérale s'est penchée sur ces résultats et en tire trois conclusions qui mettent en cause l'activité des organisations : « Mauvaise formulation des revendications ; insuffisance dans la prise en compte des revendications des travailleurs les plus mal payés ;

— une activité syndicale très centralisée dans l'entreprise, avec des insuffisances, voire l'absence d'activité de masse de l'organisa-

tion syndicale, avec les syndiqués, auprès des travailleurs ; — une absence quasi totale dans l'engagement à la bataille du recrutement « cartes en main » vers les travailleurs, pour débattre avec eux des revendications et de l'action pour les inciter à l'adhésion. »

Les deux premières conclusions touchent juste. Dans de nombreuses entreprises la CGT a perdu le contact avec les OS, souvent immigrés, dans la mesure même où elle s'efforçait d'apparaître comme le meilleur défenseur des cadres. Les élections professionnelles traduisent aussi l'indifférence ou le rejet par les travailleurs des méthodes bureaucratiques, notamment quand il s'agit d'élire des délégués désignés par le sommet, sans qu'on ait pu discuter et faire collectivement ses choix. Tout cela, le Peuple ne le dit pas, et ses explications, pour rendre compte des reculs, restent très « techniques », mettant en cause le savoir-faire ou l'inertie, ne vont pas au fond des choses. Quant à la troisième conclusion, elle annonce par la bande un certain échec de la campagne des trois millions. « L'engagement de dizaines de milliers d'élus dans la bataille du recrutement fait défaut », écrit le Peuple. N'est-ce pas là mettre sur le dos des élus ce qui revient à l'orientation confédérale ? L'austérité est passée dans les faits, la riposte systématiquement fractionnée en journées d'action-tremplin à de nouvelles journées d'action. Le PCF lui-même n'a-t-il pas invité ses militants à se désinvestir de l'action syndicale, prétendant souvent mener des mobilisations sous son propre drapeau ? Les élus auraient-ils été plus dynamiques que la campagne de recrutement n'aurait pas été un triomphe, car sectaire, elle ne correspondait pas aux besoins des travailleurs confrontés au plan Barre. La publication d'une analyse détaillée par le service central des élections de la CGT est annoncée comme prochaine.

M.T.

Conseil des ministres sur l'emploi et rencontres Séguy-Maire mercredi

C'EST LA RENTREE !

La rentrée sociale de cette fin de vacances ne marque pas la rupture d'une trêve, qui n'a guère eu lieu. Lip ou le « Parisien », Montefibre ou Mécano, luttes et mauvais coups du pouvoir se sont succédés, ainsi qu'une cascade de licenciements ou de réduction d'horaires dans nombre d'entreprises. Les ministres, et le premier d'entre eux, on parlé haut cet été. Barre a conclu son tour de France par un trait de cynisme qui classe, s'il en était besoin, le personnage : les manifestants venus l'accueillir se sont déplacés en voiture dans les rues de la ville. « Ailleurs, a-t-il ironisé, les gens vont à pied, à Toulouse, il vont en voiture. C'est bon signe ». C'est mercredi, au Conseil des ministres consacré à l'emploi, que le ministre-provocateur du travail, Beullac, fera communication de son plan de dégonflage des statistiques du chômage et auquel « France-soir » s'est efforcé de préparer sa grossière campagne sur les « chômeurs millionnaires ».

Les directions syndicales sont intervenues ces dernières semai-

nes dans la polémique PC-PS sur la réactualisation du Programme commun, Maire pour la juger éloignée des vrais problèmes, la CGT pour exiger le SMIC à 2 400 F en mars 1978.

Les deux dirigeants se rencontrent mercredi, pour la première fois depuis la grève du 24 mai. Un 24 mai dont Edmond Maire annonçait il y a trois mois qu'il serait suivi « d'un processus d'intensification de l'action par branches, dans l'unité la plus large, pour que dès septembre, une riposte effective et une continuité de l'action finisse par faire ouvrir les barrières ». Et Georges Séguy la semaine passée : « Les tensions sociales seront très aiguës, et il y aura probablement, par tranches professionnelles et par entreprises, des conflits qui se traduiront par des grèves et peut-être par une grande décision importante d'ensemble. »

Un nouveau 24 mai avant Noël et la trêve électorale ? L'échéancier des négociations salariales, elles commencent le jeudi 1<sup>er</sup> septembre dans la Fonction pu-

blique et une action « pouvant aller jusqu'à la grève » est appelée par 6 à l'EDF par les fédérations CFDT et CGT, permettra de vérifier rapidement que le gouvernement ne bougera pas d'un centimètre dans sa politique d'austérité, malgré une poursuite élevée de la hausse des prix. Salaires, chômage, sur ces deux questions clés le pouvoir poursuivra sa politique ou procédera à de nouvelles attaques. Il ne concédera sur le premier point que le minimum nécessaire pour satisfaire Bergeron et permettre à FO de justifier son refus de l'action commune. Dès lors, les travailleurs ne pourront porter crédit aux exigences formulées par leurs directions syndicales à l'égard d'un futur gouvernement d'Union de la gauche que si elles mobilisent réellement, et sans attendre, pour contraindre le pouvoir à la défensive, et ne se limitent pas, comme elles l'ont fait jusqu'à maintenant, à organiser la démonstration et l'expression du mécontentement.

M. Thomas



La rentrée des directions syndicales

31 août : rencontre Séguy-Maire ; 1<sup>er</sup> septembre : début des négociations salariales à la fonction publique ; 7 septembre : discours de rentrée d'Edmond Maire à Stras-

bourg ; 8 septembre : discours de rentrée de Georges Séguy ; 9 septembre : allocution d'André Bergeron

Centre hospitalier St. Anne à Paris

« Ici on licencie avant même d'embaucher »

Un élève infirmier, Charlie Dumanoir, travaille à Sainte-Anne, hôpital psychiatrique parisien, depuis deux ans. Il obtient son diplôme en juin 1977 et son affectation définitive dans un service de l'hôpital. Normalement tout nouveau diplômé a un poste assuré à l'hôpital. Or, un mois après, on lui signifie qu'il n'est pas embauché à Sainte-Anne. La direction ressort une circulaire inemployée qui oblige tout nouveau diplômé à faire une deuxième demande d'embauche. Mais celle-ci s'est toujours faite de façon tacite, pour préserver « les bonnes relations » entre l'administration et le personnel.

A Sainte-Anne, comme dans tous les autres hôpitaux, il manque du personnel et on exige un rythme de travail inacceptable, passant outre à la sécurité et au confort des hospitalisés. En neuro-chirurgie, il manque 50 % de personnel qualifié. Mais cela importe peu la direction qui licencie au lieu d'embaucher. Dumanoir ira rejoindre la foule des chômeurs.

Les travailleurs de l'hôpital syndiqués et non syndiqués se sont donc organisés dans un comité de soutien essentiellement animé par FO-Sainte-Anne.

Les directions syndicales CGT et CFDT ont d'abord refusé de rentrer dans la lutte, sous prétexte que Dumanoir « était indéfendable ». Ce n'est qu'après un mois de mutisme intolérable qu'elles ont été obligées de prendre position, vu l'impact du comité de soutien sur l'hôpital. La CFDT réclame la réintégration de Charlie, mais nie l'existence du comité de soutien et ne se donne aucun moyen pour obtenir la réintégration de Dumanoir.

La CGT nie le problème Dumanoir et demande l'application des textes ; elle n'interviendra pas pour Duma-

noir. Inutile de préciser qu'elle est contre le comité de soutien.

Tous les travailleurs ne sont-ils pas défendables ? Un licenciement peut-il être justifié ?

Etant dans son droit, Charlie intente un procès pour sa réintégration, pour le paiement des journées

de licenciement et contre l'absence de préavis.

Le comité de soutien mène la popularisation malgré l'atomisation et l'individualisation des travailleurs au sein de chaque service. Une collecte est envisagée pour aider Dumanoir à subsister pendant la lutte.

Correspondants

TRIBUNE DES LUTTES

19 juillet : les convoyeurs de fonds de la Surveillance de l'Ouest de l'agence de Melun, siège à Tours, 117, av. Roger-Salengro, se mettent en grève sur les revendications suivantes :

- augmentation de 300 F pour tous ;
- intégration des primes dans le salaire de base ;
- révision du contrat de travail ;
- obtention d'un statut du convoyeur de fonds ;
- amélioration des conditions de travail.

La direction menace de licencier les grévistes, puis avance quelques promesses. Le travail a repris à midi.

Quelques jours plus tard, cette direction déplace deux convoyeurs actifs durant la grève, les empêchant ainsi de se rendre à leur travail, puisqu'ils ne disposent pas de véhicules personnels. Bilan : ils sont licenciés !

Le 4 août, les convoyeurs de Melun partaient en grève illimitée pour obtenir la réintégration des deux licenciés et avançaient dans le même temps leurs revendications non satisfaites.

La direction de la Surveillance de l'Ouest ne reconnaît pas le droit de grève et durant 10 jours une avalanche de télégrammes s'abattait sur les grévistes : mises à pied, licenciements, etc. Quatre convoyeurs qui s'étaient rendus à Tours pour discuter avec la direction se sont retrouvés séquestrés durant plusieurs heures ! Le seul langage que connaît la direction c'est la lettre de licenciement. Ainsi huit grévistes de Melun sont déjà licenciés pour faute grave ! ! Depuis, c'est le silence et le refus de négocier. La direction ne veut entendre parler ni de Melun, ni de la CFDT.

Le 23 août, le personnel de l'agence de Meaux se met à son tour en grève sur les mêmes revendications. Là aussi la direction utilise les promesses pour faire reprendre le travail. Ces promesses seront-elles tenues ? On peut douter lorsque l'on a affaire à une direction de combat qui a toujours considéré la grève comme une succession d'absences injustifiées.

La CFDT mettra tout en œuvre pour appuyer et soutenir les travailleurs de la Surveillance de l'Ouest en butte à l'arbitraire et à la répression.

Melun le 25 août 1977, Union départementale CFDT

## Quand Haby devient inspecteur: un dossier scolaire suivra chaque jeune DE LA MATERNELLE AU BACCALAUREAT A CHACUN SA FICHE !

René Haby, ministre de l'Éducation nationale, vient de « pondre » sa dernière réforme. Un arrêté interministériel, paru le 19 août au « Journal officiel », institue la création à partir de la prochaine rentrée d'un « dossier scolaire » qui accompagnera chaque élève de la maternelle au baccalauréat. Jusqu'en troisième, ce dossier sera complété chaque année, même si l'élève change d'établissement, puis une synthèse en sera faite à l'entrée au lycée ou dans un centre de formation professionnelle. Il réunira les renseignements d'état civil et de situation sociale des parents, les indications sur le déroulement de la scolarité,

l'évaluation des connaissances, les appréciations sur les capacités générales et le comportement de l'élève et, éventuellement, des éléments médicaux et psychologiques permettant d'apprécier sa progression et les mesures pédagogiques dont il relève.

Cette décision suscite déjà de nombreuses réactions défavorables de la part des organisations syndicales enseignantes (SGEN-CFDT) et familiales (Confédération syndicale des familles). Quant à la FEN et aux associations de parents d'élèves, elles se réservent jusqu'à présent de prendre position officiellement.

« A six ans, il faisait encore pipi au lit.

A dix-sept ans, il lisait Jean-Paul Sartre »

Lorsqu'on analyse un tant soit peu le contenu de l'arrêté, il apparaît clairement que cette nouvelle réforme du gouvernement est une véritable entreprise de fichage de la jeunesse, dont les dangers sont multiples.

Jusqu'à présent, le dossier scolaire « traditionnel » rendait compte d'appréciations, de jugements, de renseignements que le corps professoral portait sur les aptitudes d'un élève. Dorénavant, avec cette réforme, « des observations sur la personnalité de l'enfant » seront mentionnées dans le dossier. Elles seront classées en cinq rubriques : « développement corporel » (croissance physique, motricité, finesse sensorielle, etc.), « vie sociale » (relation avec les autres, esprit d'équipe, sens des responsabilités, solidarité, autonomie, etc.), « possibilités intellectuelles » (attention, mémoire, curiosité, compréhension, sens logique, imagination, créativité, etc.), « comportement dans les activités » (sens de l'effort, persévérance, dynamisme, etc.).

### L'organisation de la sélection sociale

La logique politique de cette réforme, c'est l'organisation matérielle et minutieuse de la sélection sociale. En effet, les dossiers scolaires pèseront lourdement au moment des orientations des élèves, comme pèse déjà lourdement aujourd'hui la situation professionnelle des parents. Ils permettront d'exclure aisément du système éducatif les jeunes des milieux ouvriers en les orientant vers la vie active, et à présent avec le plan Barre, vers le chômage.

« A six ans, il faisait encore pipi au lit ; à 10 ans, on notait chez l'enfant une agitation anormale ; à 14 ans, ils participaient activement aux grèves lycéennes ; à 17 ans, il préférait lire Jean-Paul Sartre que réviser ses examens, de plus son père est depuis deux ans sans aucun travail. A la lecture de ce dossier, le conseil de classe émet son avis favorable pour l'orientation de l'élève vers une profession manuelle. »

Cette fiche et son contenu, imaginaires, illustrent les conséquences probables qu'ils pourraient avoir dans leur utilisation quant à l'avenir d'un élève. L'existence de ce dossier scolaire, nouvelle version, sera donc une pièce centrale de la réforme Haby en matière de sélection sociale.

Un autre danger de dossier réside également dans son caractère policier.

### Un grand ordinateur

Si l'arrêté ministériel prévoit que le dossier est conservé pendant cinq ans après la fin de la scolarité aux archives du dernier établissement, puis détruit, que seuls les parents peuvent le consulter librement, ainsi que l'élève... à sa majorité, que le personnel chargé de son élaboration est tenu au secret et que le dossier ne peut être divulgué à l'extérieur, et notamment aux futurs employeurs, on peut pourtant avancer des hypothèses très plausibles sur le bien-fondé de ces remarques, quand on connaît l'utilisation qui peut être faite de tels fichiers.

Premièrement, il est à la fois stupéfiant et révoltant que le possesseur du dossier ne puisse pas légalement avant 18 ans prendre connaissance de son contenu, être en mesure de pouvoir le maîtriser, de le contester, alors qu'on connaît son importance quant à l'avenir de l'intéressé.

Deuxièmement, quant à la destruction du dossier, c'est moins que certain... En effet, sous l'avalanche de renseignements qui ne cessera de grossir, il sera facile de mettre tout cet amas de documents en ordinateur et, pourquoi pas, de relier cet ordinateur à un quelconque fichier central... et le tour sera joué. D'ailleurs Haby ne serait pas un innovateur. Déjà, au Québec, le ministre de l'Éducation dispose d'un ordinateur stockant tous les renseignements disponibles sur les élèves. Enfin, quant au fait que ce dossier n'atterrira jamais dans les mains d'un employeur, l'arrêté lui-même se contredit puisqu'il stipule que les dossiers vont circuler d'établissement en établissement, y compris dans les centres de formation d'apprentis. Un chef d'entreprise qui accueillera un stagiaire pourra donc obtenir les renseignements contenus dans le dossier.

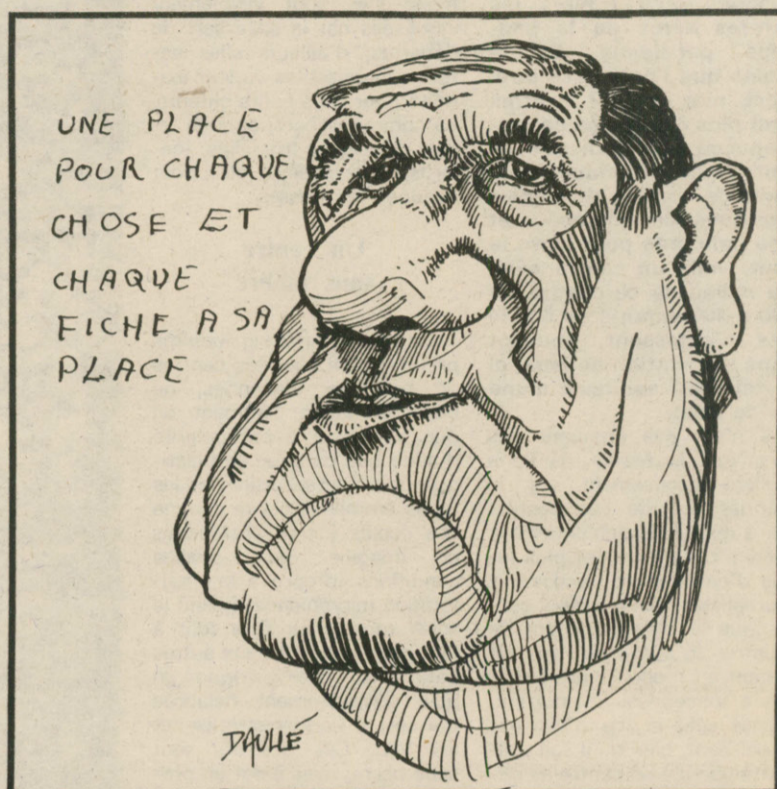
### L'avenir dans une fiche ?

Du côté gouvernemental, Haby affirme que sa réforme est inspirée par la recherche « d'une connaissance plus approfondie et plus personnalisée de l'élève » et ajoute « qu'il ne faut pas mettre en doute l'honnêteté et l'objectivité des enseignants ». Lorsqu'on connaît les conditions de travail des enseignants — classes surchargées, etc. — l'argument du ministre est bien bas. Il est si facile de ne pas prendre ses responsabilités.

Cette réforme d'Haby constitue de la part de la bourgeoisie une

mesure supplémentaire quant à la mise en fiche des populations. Face à cette menace, une vaste mobilisation du mouvement ouvrier, de toute la jeunesse, des organisations d'enseignants et des parents d'élèves doit se développer dès la rentrée scolaire. Ne pas réduire l'avenir de l'individu à l'existence d'une fiche, tel en est l'enjeu.

Frédéric Nicolas



## « La Bressola » : Discuter, s'amuser, s'éduquer, vivre en catalan

Au cœur du vignoble catalan, à quelques kilomètres du centre de Perpignan, la clinique vétérinaire « la Croix bleue » ne se différencie en rien des autres établissements de soins pour animaux. Pourtant, à l'intérieur, se niche (!) « la Bressola » (le berceau), une école maternelle pas comme les autres.

Perpignan, de notre correspondant.

« La Bressola », c'est une expérience unique en Catalogne-Nord. On pouvait, en effet, penser que depuis le XVIII<sup>e</sup> siècle où la bourgeoisie avait entrepris une politique résolue de francisation, la langue catalane était en train de se perdre. Ne trouvait-on pas, sur les murs de la petite école de Ayguatebia, cette magnifique formule : « Soyez propre, parlez français » ?

Heureusement, il n'en est rien et, aujourd'hui, la Bressola se réapproprie la langue du pays. Au point qu'il est d'ores et déjà question d'élargir l'expérience en créant deux nouvelles maternelles.

Pour les parents du petit lan, cette expérience a été l'occasion de découvrir des méthodes pédagogiques différentes : « Par la force des choses, expliquent-ils, et d'abord pour des raisons pratiques, les enfants n'avaient jamais entendu parler catalan. Pendant trois mois on

les a laissés baragouiner dans leur langage. Mais les éducateurs ne s'adressaient à eux qu'en catalan et appliquaient une pédagogie active. Le type de rapports établis entre les animateurs et l'association sont aussi nouveaux : ils se voient très régulièrement et abordent tous les problèmes financiers, pédagogiques ou autres. »

Car la Bressola est une association régie par la loi de 1901. Les adhérents, au nombre desquels les parents, paient les cotisations qu'ils veulent, le reste du financement venant du militantisme, de la vente de livres, de galas ou manifestations culturelles diverses. Les membres de l'association abordent, à l'occasion de leurs réunions, de nombreux débats comme celui qui s'est mené à propos de la nature des forces sur lesquelles l'association devait s'appuyer pour lutter contre l'oppression culturelle et linguistique. Il a été sur-

tout question, à ce propos, du mouvement syndical et déjà, le SNESup et le SNES ont pris position, ouvrant ainsi la possibilité de s'adresser directement aux syndicats ouvriers.

Mais, à la différence de nombreuses écoles « parallèles », l'objectif que s'est fixé l'association n'est pas d'obtenir le statut d'école privée mais bien d'être intégrée au sein de l'Éducation nationale.

La Bressola est désormais extrêmement populaire. Tous les chanteurs, toutes les troupes de théâtre la soutiennent et l'encouragent, acceptant de donner des récitals en leur faveur.

Tous, sauf... l'Agram, un groupe proche des jeunes communistes. Mais peut-être les JC estiment-elles qu'il est trop subversif d'apprendre le catalan et, par ce biais, de remettre en question tout un statut culturel d'opprimé.



# La grande misère des centres aérés

Alors que les vacances s'achèvent, plus de 300 000 petits Parisiens cette année encore, ne les auront connues qu'à travers les centres aérés de la banlieue parisienne. Et le moins que l'on puisse dire, c'est que ces 37 centres sont plus des enclos de gardiennage que quoi que ce soit d'autre. Quelques hectares de terrains, de vagues baraques, des marabouts et une palissade pour clore le tout, voilà un centre aéré. Au milieu de ce champ, de 300 à 400 enfants de 6 à 14 ans s'entassent, souvent sans installation de jeux, ni installation sanitaire digne de ce nom.

Il n'est pas étonnant dès lors, que la Mairie de Paris veillent jalousement sur la clandestinité de ces centres car à défaut de débiter des crédits décents, il est plus facile d'en interdire l'accès aux journalistes. Ainsi le seul centre que la Mairie accepta de montrer au *Matin de Paris* fut le centre « modèle » des Florilys à Vincennes. Et pourtant, même celui-là, ce n'est pas réjouissant, bien qu'il soit présenté comme un centre modèle. Un aire de jeux minable, quelques toboggans, des tourniquets. Sous les tentes, les enfants dorment à même le sol en terre en terre battue ; s'il pleut c'est la mare aux canards, s'il fait beau on dort dans la poussière.

Quant au repas n'en parlons pas, car s'ils sont fait sur place contrairement aux autres centres, la qualité est très médiocre, quant aux conditions d'hygiène elles sont si relatives que l'année dernière plusieurs dizaines d'enfants furent victimes d'une grave intoxication alimentaire dans un centre identique, celui de La Plaine.

Mais depuis l'enquête du *Matin*, la presse s'est intéressée d'un peu plus près aux centres aérés, ce qui explique peut-être que nous ayons été autorisés à visiter trois centres : celui de La Courneuve situé sur le complexe sportif, le centre Pershing et celui des Epinettes, tous deux dans le bois de Vincennes.

## Les fameuses installations en dur

Le centre aéré de La Courneuve, « un des rares centres doté d'installations en dur », comme le précise la mairie, est assez exemplaire dans le sordide et la mesquinerie. Car les fameuses installations en dur, à part la cantine, ne sont en fait qu'un vaste hangar et deux salles de sport qui ressemblent à de vastes salles d'hôpital entièrement vides. Dans les locaux, les enfants sont supposés jouer ou faire la sieste à même le sol car il n'y a pas de lit ni de matelas, encore moins de couvertures. On imagine la fameuse sieste dans ces salles on ne peut plus sonores, où le moindre cri résonne.

Les activités dites de plein-air ne sont pas plus faciles, car s'il y a un stade juste à côté, les enfants n'y ont pas accès. Pire, les pelouses qui sont à l'intérieur même du centre sont sévèrement interdites. Reste quelques mètres carrés d'herbes folles généralement concédés. Les seules activités dites socio-édu-

catives qui existent se réduisent à un atelier de tressage de ficelle et l'apprentissage du chant. Il y a des douches mais elles sont visiblement inutilisées car la salle sert de débarras, d'ailleurs elles seraient inutilisables vu leur exigüité pour trois cents enfants. Là comme ailleurs, on joue les jeux classiques (marelles, foulards, colin-maillard, etc.) pour occuper les gosses.

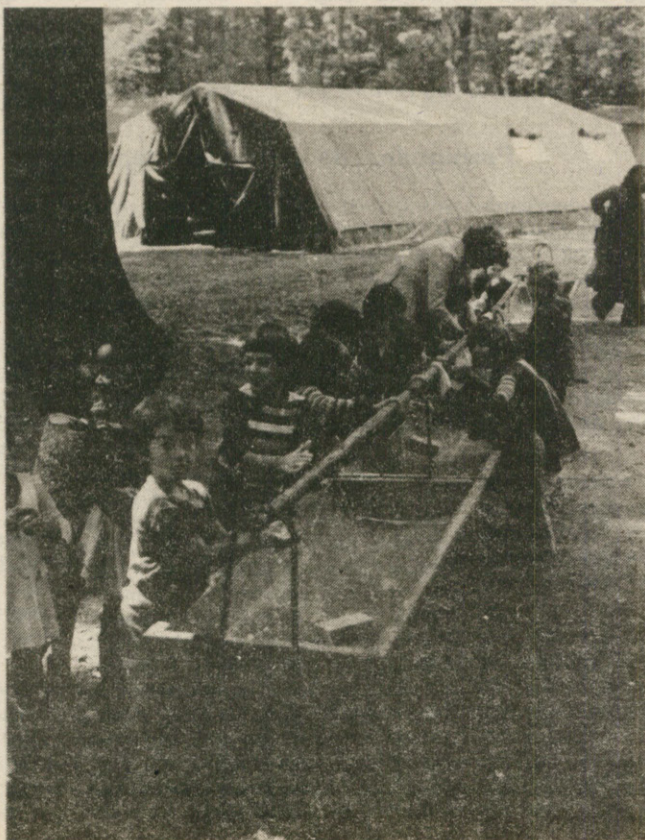
## Un centre sans ombre

Le centre Pershing, comme pratiquement tous les centres du bois de Vincennes, ne possède aucun bâtiment en dur, mais il a la particularité d'avoir une baraque en plastique pour toute cuisine, et les repas emmenés par la cantine des écoles y sont entreposés on imagine dans quelles conditions (propre à la prolifération microbienne) quand le soleil tape. Pour être tout à fait juste, il existe deux autres bâtiments, une bicoque en bois complètement délabrée qui sert à l'administration, et les WC. Ces derniers sont sans porte, mais c'est un progrès sur l'année dernière, où il n'existait que la « feuillée », c'est-à-dire des trous en ligne, des planches et une palissade. Les tentes pour les repas, pour la sieste sont en plein soleil et les arbres sont en dehors de l'enclos, si bien que les enfants préfèrent s'allonger contre les palissades qui entourent le camp plutôt que sous les tentes qui sont de véritables fours.

Quand il pleut, le sol des tentes se transforme en marécage et l'on doit s'y tenir accroupi.

## Les moyens matériels font défaut

En ce qui concerne les équipements socio-éducatifs, c'est la pénurie totale. Quand il y en a, comme au centre Pyramides, qui dispose d'un atelier de fer forgé (?), il est inutilisé par manque de matériel et surtout d'encadrement. A La Courneuve, il y avait un



four céramique, il a dû être fermé parce que trop vétuste, il n'a jamais été réparé depuis plusieurs années. La spécialiste céramique s'est reconvertie au tressage de ficelle. Partout, faute de disposer de réels moyens matériels (jeux, livres, espaces sportifs, etc.), les moniteurs et les monitrices en sont réduits le plus souvent au rôle de gardiens pour les petits, avec les inévitables frictions dues à l'énerverment des gosses ; ou à d'interminables et épuisants jeux de groupe pour les plus grands. Pour les moniteurs du centre de La Courneuve, il n'y a pas eu de progrès dans les activités offertes aux enfants depuis au moins huit ans. Il y avait, avant, des séances de cinéma, des sorties en bus, des marionnettes, cela n'existe plus.

En ce qui concerne les rapports avec les enfants et le type d'animation mis en œuvre, il est patent qu'on s'en tient au classique : jeux de foulards, gendarmes et voleurs, béré, j'en passe et des meilleurs.

Ceux qui, parmi les animateurs, voudraient promouvoir un autre type de relation ou d'animation se heurtent souvent à la direction des centres. Une notation est faite par le chef de centre à la fin de la période, et son appréciation est essentielle pour être réembauché l'année après. Là comme ailleurs, malgré l'apparente décontraction des rapports, le système se perpétue par le flicage et la hiérarchisation. La Ville de Paris conçoit un certain type d'animation et les chefs de centres la font appliquer. A ce titre, on n'a pas été surpris dans les centres par les sévères notes du sieur Lorjeoux, directeur des CAVP (Centre aéré de la Ville de Paris) qui marquent un net regain d'autoritarisme par rapport à 1976 : « *Chirac oblige* », dira un moniteur.

## Un encadrement désabusé

L'encadrement est assez généralement amer et constate que le nombre des moniteurs tend à baisser bien que l'administration se félicite que le nombre d'enfants par moniteur soit descendu à une moyenne de 16/18. Une bonne raison à cela, les astuces de statistiques, qui incluent les assistants techniques qui ne doivent pas encadrer de groupe. Parfois même, le chef de centre oblige un assistant technique à prendre un groupe pour faire face aux absences ou aux défaillances. Ainsi, à La Courneuve, trente et un moniteurs étaient prévus, il ne s'en présentèrent que vingt-huit, le chef de centre réclama trois moniteurs, il n'en a obtenu

qu'un, il attend toujours les deux autres. Une pétition des moniteurs et des parents fut adressée à ce sujet à l'administration en attirant également son attention sur les restrictions apportées à l'usage des espaces verts et sportifs... ils attendent encore une réponse.

A noter que les moniteurs dans tous les centres font dix heures de travail par jour mais ne sont payés que huit heures et demi, sans compter que les salaires ont très peu varié depuis trois ans. L'administration sait bien que les candidats, en particulier les étudiants qui se font ainsi un peu d'argent sont nombreux et elle en profite. Ainsi à Vincennes, le salaire des surveillants qui gardent les installations la nuit a été réduit du tiers par rapport à l'année dernière et leur nombre réduit de moitié au mépris de leur propre sécurité.

L'éclatement en de multiples centres rend difficile l'action collective d'autant que les moniteurs ne disposent d'aucun statut. Les syndicats aussi bien CGT que CFDT ne semblent pas très actifs, ne disposant peut-être pas d'une base assez stable du fait de la rotation rapide du personnel et de la durée de la fonction (un mois seulement sans renouvellement dans l'année).

## Une administration sereine

En mai dernier, lors d'une séance du Conseil de Paris consacré aux centres aérés, un adjoint répondit aux interpellations des élus du PC et du PS que si les conditions d'hygiène avaient été si désastreuses l'an dernier, c'était à cause de « *la canicule qu'il fallait incriminer et non le Conseil de Paris* ». Ce même Conseil, dominé par la majorité chiraco-giscardienne qui n'a jamais renoncé contre les destructions des sites

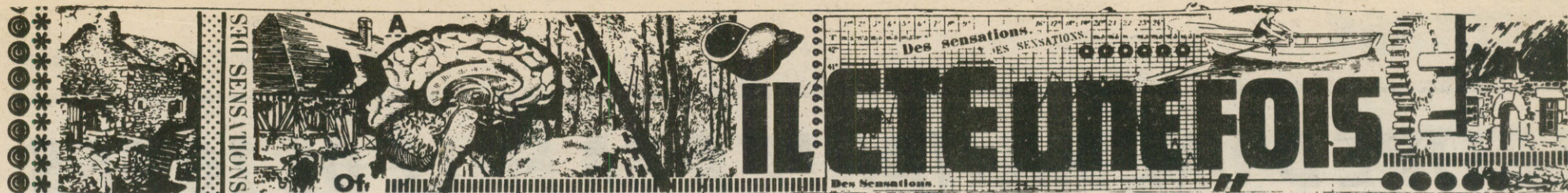
parisiens par les promoteurs, poussa même le cynisme jusqu'à refuser toute construction en dur pour les centres aérés, « *parce qu'ils nuiraient à l'esthétique des sites dont certains sont classés* ».

Quelques mesures furent quand même prises comme celle de supprimer les postes d'eau... non potable (sic). Mais les préoccupations essentielles allaient vers les économies, et chacun sait qu'il n'y en a pas de petite, résultat, réduction de la durée d'ouverture des centres et des crédits de fonctionnement.

On s'en doute, les enfants qui fréquentent ces centres viennent de milieux sociaux particulièrement défavorisés dont les parents, comme d'ailleurs 40 % des Français, ne partent pas en vacances. Pour ces parents là, même des colonies de vacances, c'est souvent trop cher, environ 1 000 F par mois et par enfants. Le centre aéré est donc une nécessité pour eux, même si là non plus ce n'est pas donné 7 F 80 par jour (repas de midi compris). La Ville n'attache d'ailleurs pas la gratuité avec des saucisses : un moniteur de Pershing citait son école où, parmi les soixante enfants qui fréquentaient le centre, six seulement bénéficiaient de la gratuité, encore y en avait-il cinq de la même famille, une famille de quatorze.

Le leit-motiv des responsables semble être « *ils sont mieux là que dans la rue* ». D'abord, c'est parfois quasiment la même chose, comme au centre Saint-Hubert collé contre une grande avenue du bois de Vincennes ; ensuite, ce n'est certainement pas une raison pour se contenter de parquer dans des conditions déplorables et scandaleuses des enfants qui ne connaîtront la plage, la mer, la montagne, qu'à la rentrée, par la bouche des petits copains plus chanceux.





## L'aventure au bout du soulier Les sentiers de grande randonnée

Quel est le rôle joué par les « GR » (grandes randonnées), la randonnée pédestre en général, dans le contexte des vacances ? Quelles sont les causes du succès croissant des GR, quels aspects présentent-ils à l'heure actuelle ?

L'organisation de la société capitaliste est faite de telle sorte que l'homme s'échappe un mois par an du cycle infernal de la vie urbaine : c'est la période dite des vacances tant attendues. Il cherche soit à s'entasser avec les millions d'autres vacanciers sur les plages, soit il cherche à rompre de manière assez radicale avec son style de vie habituelle ; il peut ainsi choisir de pratiquer la randonnée pédestre. Il a l'impression d'avoir une approche plus authentique de la nature, c'est en somme un « retour aux sources », pour nous tous citoyens souvent d'origine rurale.

La vie assez folle vécue en ville incite donc à retrouver le sens du vrai, des joies simples. Le Comité national des sentiers de grande randonnée (CNSGR) qui, depuis 30 ans, se charge de redonner vie aux sentiers, écrit dans une brochure, *Les sentiers, l'homme, et la nature* : « Partir en randonnée, c'est : couper les ponts et s'évader des soucis de la vie quotidienne, changer totalement de rythme et de mode de vie (...), se préparer à mieux affronter les difficultés de l'existence (...). Chemins et sentiers ont une valeur irremplaçable, l'homme d'aujourd'hui y retrouve le contact direct avec la nature une liberté perdue dans un monde mal civilisé (...), s'y retrouve lui-même et peut y retrouver le bonheur, par une certaine conception de la vie (...). »

Cette longue citation pour démontrer une chose : l'essai important effectué par la société actuelle pour récupérer ce mouvement de retour à la nature. L'homme retrouve la nature, s'y retrempe pour être prêt à reprendre le boulot, après cet « entracte » qu'est la randonnée pédestre.

Il est certain que les randonneurs d'il y a cinq ou dix ans apparaissaient vraiment comme étant en rupture avec la société de consommation : le fait de marcher sac sur le dos semblait saugrenu dans une société où la voiture est reine. Plus maintenant.

Le CNSGR se donne pour but le sauvetage et la sauvegarde des sentiers en péril (pour la santé future de l'homme exploité qui aura de plus en plus besoin de prendre l'air), « l'humanisation » des sentiers par la mise en

place de gîtes d'étape pour accueillir les piétons. Ainsi en Auvergne, le GR 30 « Tour des lacs d'Auvergne » (1) est entièrement équipé en gîtes d'étape (en dur ou tentes de seize places offertes gracieusement par le secrétariat d'Etat au Tourisme) tous les vingt kilomètres, parcours effectué chaque jour par le randonneur moyen.

On assiste donc à une banalisation de la randonnée pédestre : les sentiers sont faciles (souvent à suivre car ils sont balisés de bandes rouges et blanches, le CNSGR vend des topoguides (décuplement des ventes en quelques années) et les gîtes incitent de plus en plus de gens à adopter ce genre de vacances (de moins en moins « aventureuses »).

D'où la conséquence : même sur les sentiers, on commence à trouver du monde ! Les gîtes d'étape regorgent de randonneurs certains soirs : on refuse des piétons car on affiche complet ! *Informations-Sentiers*, publication trimestrielle du CNSGR, citait même des cas troublants de paysans refusant de prendre les sacs d'ordures conservés pieusement par les randonneurs amoureux de la nature et attentifs à sa propre journée à la faire...

Les contacts entre randonneurs et ruraux ne sont pas toujours parfaits. La randonnée « de masse » se répand, et les piétons en vacances sont de moins en moins sensibles aux discussions intéressantes avec les paysans (et réciproquement). Maintenant, on a plus tendance à faire du kilomètre qu'à se balader et discuter au bord du chemin.



Pourtant la randonnée peut être une des formes de prise de conscience pour des citoyens quant aux problèmes ruraux. La mort lente des sentiers (inévitables dans la logique du système capitaliste) était assurée si une poignée d'amoureux de la nature n'avait pas mis le holà (dixit le CNSGR).

Les personnes qui travaillent (souvent bénévolement) au CNSGR pensent maintenant (enfin...) que le régime capitaliste est peut être pour quelque chose dans les dégâts occasionnés par la restructuration de l'agriculture, avec comme conséquences la désertification des campagnes, le remembrement... et la disparition des sentiers, supports culturels de l'homme rural ou urbain.

Pourtant, ces problèmes de sentiers semblent bien lointains à la masse des travailleurs qui se ruent vers le Midi ou l'Espagne, s'entassant dans les campings transformés en HLM de tentes. Une enquête effectuée par le CNSGR il y a quelques années pour connaître l'appartenance sociale des randonneurs, montrait qu'une forte proportion

était constituée par la petite bourgeoisie (étudiants, enseignants, cadres moyens). Il n'est pas insensé de penser que, dans quelques années, les travailleurs s'intéresseront à cette forme de loisir (2), aussi n'est-il pas inutile de s'interroger dès maintenant sur la signification de cette forme de « retour à la nature » et les conséquences multiples qu'elle entraînera.

André Aumont

### Notes :

(1) Les sentiers portent tous un numéro et un titre.  
(2) Voir les livres et émissions consacrées à la randonnée pédestre.

Adresse du CNSGR : 92 rue de Clignancourt, 75883 Paris CEDEX tél. 255.86.73 (et 74).



## C'est arrivé par la poste...

### «La culture, c'est aussi ici dans les montagnes»

« A toi le vacancier M.S., on ne peut reprocher de venir goûter aux Cévennes, rudes et rugueuses comme tu dis si bien. Elles sont pour toi aussi, travailleur des villes. Car si tu parles de notre pays, il saute aux yeux que tu n'es quand même que de passage.

« Lors d'un séjour à Paris, je me retrouvais au fond d'un cinéma où l'on projetait « Aguirre ou la colère de Dieu ». Devant ces tableaux qui extasiaient le public, je songeais à des images vues depuis la corniche des Cévennes, et regrettais que le pauvre Parisien doive se confiner dans une salle pour avoir droit à sa dose de nature et de culture.

« Oui, la culture est aussi ici, dans ces montagnes. Tu l'as compris et tu es descendu au Musée du désert. Tu y as découvert une histoire passionnante et belle. Mais crois-tu l'avoir pénétré complètement ou ne t'as-t-on pas montré aussi un mythe ? Certes, il s'agit bien de l'histoire de notre peuple et nous ne la renions pas. Regardons cependant plus loin que ne nous le montrent les « sociétés honorables ».

« Le Musée du désert ne t'a pas appris que beaucoup de prophètes croyaient encore au roi, que les autres se référaient aux prédécesseurs de Louis XIV, ceux qui toléraient la religion réformée. Il ne t'a pas montré que lesdits prophètes ont tenté d'effacer la langue occitane en imposant la bible en français. T'a-t-il expliqué que la chanson était bannie si elle n'était pas religieuse ? Ce qui a détruit la tradition culturelle musicale. As-tu découvert la morale stricte du Cévenol, produit de la civilisation protestante ?

« Oui, dans ce pays, « l'histoire est écrite du sang des faibles et des opprimés ». Mais si la Réforme a permis de résister, elle l'a fait de façon limitée et contradictoire. Sinon qu'est-ce qui expliquerait son soutien aux républicains, en particulier à celle de M. Thiers, deux cents plus tard ?

« Et les Cévennes, musée du désert ou musée et désert, la Société d'histoire du protestantisme français t'en a-t-elle parlé ? »

Un ex-protestant, toujours Cévenol

### Une lettre de lecteur mécontent :

## « Certes Rouge n'est pas un fromage de luxe »...

« Chers camarades,

« Il me semble qu'il y a une épreuve d'endurance entre, d'une part, les copains qui expédient du fric pour que le journal vive et, d'autre part, les gars qui s'acharnent à faire un journal bâclé et illisible. J'ai bien peur que ce soit les seconds qui gagnent.

« Prenons l'exemple d'un article comme celui qui a été consacré à la mort d'un bureaucrate déchu à Cuba. Un tel jargon annule l'effort de toute une liste de souscription. « La forme du procès occulta devant les larges masses... ». Il est évident que le gars qui écrit cela se fout totalement des militants qui diffusent le journal.

« Les camarades qui firent la mise en page de ce même numéro du 16 août s'en foutaient tout autant. On aurait cru que la censure était rétablie. Des blancs en place de titres. Et il arrive parfois qu'il n'y ait même pas de date.

« Aucun argument technique ne peut expliquer cela.

J'en arrive à la conclusion que s'il y a, dans l'équipe de « Rouge », des copains qui se crèvent, il y a aussi, des gars qui ne foutent rien ou qui papotent politique huit heures sur dix.

« Certes, « Rouge » n'est pas un fromage de luxe, mais certains rats doivent s'en contenter avec délices, vu que dans n'importe quelle entreprise bourgeoise, ils seraient foutus à la porte au bout d'une journée.

« Je tiens beaucoup à l'existence d'un quotidien trotskyste, mais ma conclusion est qu'il ne sert à rien de s'acharner à repeindre la coque d'un bateau quand une partie de l'équipage passe son temps à l'envoyer sur les récifs... »

« Que font donc le bureau politique et le comité central ? Annoncez-moi demain qu'on a viré les touristes qui jouent au marin et je continuerai à expédier ma modeste part de peinture. N'hésitez pas à publier cette lettre. Je crois qu'elle est lisible. »

Nad

# LETTRÉ D'UNE MILITANTE A SA FILLE DE 10 ANS

Cette lettre est parue dans « la Brèche », journal de la Ligue marxiste révolutionnaire (Suisse). Nous avons choisi de la publier, parce qu'elle pose des questions longtemps considérées comme « non politiques » et sur lesquelles aucune organisation révolutionnaire ne peut faire l'impasse aujourd'hui.

Ma chère petite fille,  
Une fois de plus, ce soir, lorsque je t'ai dit bonne nuit, tu m'as demandé en serrant bien fort ton lapin en peluche : « Maman, est-ce que tu sors ce soir ? » Et dans ta question, dans ton geste, j'ai vu comme chaque jour que tu as besoin de plus d'amour, de plus de sécurité que je ne peux t'en donner.

Parfois, je suis sortie de ta chambre complètement découragée : je t'aime tant, je te consacre tant de mon temps libre... et déjà je sais que ce n'est pas suffisant. Lorsque tu seras adulte, tu travaieras, toi aussi, le poids des amours insatisfaites de ton enfance.

Je me suis parfois accusée d'être une mauvaise mère, une femme incapable... Toutes ces choses qu'on me demande de faire, je les ai transgressées : je ne suis pas une femme au foyer, je n'ai pas supporté de vivre malheureuse et j'ai divorcé, au lieu de faire de la couture comme on m'avait dit, je fais de la politique.

Pourtant, c'est peut-être à travers toutes ces « transgressions » des modèles bourgeois que j'ai fini par comprendre un certain nombre de choses. Et ce soir, en sortant de ta chambre, j'ai envie de m'expliquer avec toi de femme à femme. Tu as déjà dix ans, et dans dix ans à peine, tu pourrais déjà te trouver dans la situation où je suis aujourd'hui — une situation de total déchirement.

## « C'est moi qui paie »

Je me souviens de ma première perplexité féminine (et sans doute était-ce là ma première idée politique) en entendant, à huit ans, mon père dire à ma mère : « Dans cette maison, c'est moi qui commande. » J'ai vite décidé que, si je voulais être indépendante, il faudrait que jamais je ne laisse un homme « payer pour moi ».

Et c'est sans doute là, mon petit enfant, que j'ai commencé à ne plus être conforme aux clichés bourgeois, à ne plus vouloir t'aimer un jour comme « ils » m'ont appris (et t'apprennent aujourd'hui) qu'il faudrait aimer ses enfants.

J'ai fréquenté l'école primaire puis l'école de commerce. Je suis devenue secrétaire de direction. Vingt-cinq ans ont passé depuis que j'ai eu huit ans, et j'ai toujours travaillé, à part une pause de trois ans dont je vais te parler.

J'ai rencontré ton père et j'ai vécu avec lui parce que je l'aimais. Et parce que je l'aimais, je voulais (comme lui) que nous ayons des enfants ensemble.

C'est avec amour que nous t'avons faite, ma petite chérie.

J'ai continué à travailler. Pour moi, cela allait de soi. J'ai commencé à chercher quelqu'un qui te garde pendant que je travaillais. Je ne trouvais pas, mais il me semblait que le problème allait se résoudre avec un peu de patience.

Mon ventre s'est arrondi. Ça a commencé.

« Comment tu ne veux pas l'allaiter ? »

— Quoi, tu vas retourner travailler ?

— Mais non, ne t'occupe pas du Vietnam, dans ton état. Tu ne vas pas aller manifester dans la rue ! Pense à ton enfant ! »

Inutile de dire que j'y pensais, justement. On ne m'entendait pas. On ne me demandait plus de mes nouvelles. On me disait : « Ça va ? », les yeux fixés sur mon ventre, comme si d'un seul coup je n'avais plus de tête.

Un beau jour, mon directeur m'a convoquée.

— Vous êtes enceinte, à ce que je vois... ? (sur un ton pincé et réprobateur).

Je ne pouvais guère dire non... Il m'a fait un long discours pour m'expliquer que mon état était incompatible avec ma fonction, qu'il ne pouvait pas prendre la responsabilité, que ses clients... et que... et que... blablabla.

« Mais enfin, monsieur, vous avez des reproches à me faire ? Mon travail n'est plus suffisant ? Mon humeur a changé ? »

Non non, bien sûr... mais une mère est beaucoup plus à sa place auprès de son enfant, et un jour je lui serai reconnaissante qu'il m'ait poussée à rentrer chez moi.

Je me suis précipitée sur le code civil et je me suis rendu compte qu'il avait le droit de me renvoyer — je n'étais qu'au sixième mois de ma grossesse et ce n'est que pendant les huit dernières semaines que la loi le lui aurait interdit.

toi de place dans une garderie municipale. Tu passais la journée chez une voisine. Cinq cents francs.

Je n'avais pas le temps de laver ton linge : cent cinquante francs dans une buanderie privée.

A midi, je mangeais à la cantine de l'entreprise (six francs et c'était mauvais). Le soir, après 8 h 3/4 de travail et 3/4 d'heure de transport public dans chaque sens, je n'avais plus de force pour rien. Mais si je ne faisais pas les courses, le ménage, il devenait évident, maintenant que tu étais là, que personne ne le ferait. Ton père faisait des heures supplémentaires plus ou moins obligatoires. Alors je nettoçais, je cuisinais, je te donnais à manger, je m'occupais de toi.

Pendant tout ce temps, j'étais abruti, incapable de penser sinon pour me dire : « Mais qu'est-ce que j'ai fait ? Il n'y avait pas de place dans ma vie pour un enfant ! »

Parfois, en passant dans les ateliers surchauffés, je me demandais comment faisaient les ouvrières. Par leurs dossiers, je savais que certaines d'entre elles étaient divorcées et

c'est alors, ma petite fille, que je t'ai détestée le plus. J'étais coupée de la vie sociale, je passais des semaines sans aller en ville. Je me sentais exclue de tout. Je n'avais pas les moyens de payer un baby-sitter et je ne sortais pas parce que ton père commençait à militer tous les soirs et tu étais juste à l'âge où il valait mieux ne pas te laisser seule. Entre voisines, on ne se parlait guère. J'aurais bien voulu, mais les autres ne semblaient pas le désirer.

Et puis un jour, ton père m'a dit : « C'est moi qui gagne, c'est moi qui commande. » C'était le début de notre divorce.

Tout de même, pendant les trois ans où je suis restée à la maison, j'ai eu le temps de réfléchir, de lire même, parce que je n'avais encore que toi, un seul enfant. Même avant que ton père et moi commencions à nous bagarrer, j'avais décidé de prendre la pilule, de ne pas avoir un deuxième enfant, jusqu'à ce que j'ai résolu ce gros problème que j'avais : l'impression que mes sentiments pour toi, c'était à la fois de l'amour et du ressentiment.



Ce soir-là, ma petite chérie, tu as — pour la première fois — été une intruse. Pour la première fois, je t'en ai voulu.

Car à partir de ce soir-là, je me suis rendu compte du prix qu'il allait falloir payer pour avoir voulu être ta mère. Je me suis rendu compte que j'étais piégée et que de t'aimer, ce serait, jusqu'à ce que tu sois adulte, un déchirement de tous les jours. C'était terrible de penser cela... Et pourtant je t'avais voulue, j'avais choisi mon moment. Je me demandais comment s'arrangeaient celles qui ne connaissent pas la pilule, qui attendaient des enfants qu'elles ne voulaient même pas.

## Au bout d'un an, je ne lisais plus le journal

A peine étais-tu née que j'ai trouvé du travail dans un autre bureau, rattaché à une usine de textile. Je gagnais moins qu'avant et je n'étais plus secrétaire de direction. Au début, je n'ai pas trouvé pour

avaient jusqu'à quatre enfants, je savais qu'à certaines périodes on leur imposait jusqu'à dix, douze heures supplémentaires par semaine. Je les voyais travailler debout, dans le bruit, à des rythmes frénétiques. Ça devait être encore bien pire pour elles que pour moi.

Au bout d'un an, je ne lisais plus un journal, je n'allais plus au cinéma, je ne m'intéressais plus à la politique : je n'en avais pas l'énergie. Je ne faisais plus l'amour : je n'en avais plus la force, et ton père n'allait guère mieux.

Mon mari, mes amis, ma famille, mes collègues, tout le monde me disait que j'étais bête de m'obstiner : entre une chose et l'autre tout mon salaire y passait quand même... alors quoi ?

Tu commençais à parler, j'étais au bord de la dépression. Je me suis dit : « Si je reste à la maison, je n'aurai plus l'impression qu'elle me prive de ma vie, je l'aimerai davantage. »

Je suis restée, j'ai dormi quinze jours et j'ai récupéré la fatigue.

Aujourd'hui, nous vivons seules toutes les deux. Ton père vient nous voir, nous donne des coups de main. Le voudrait-il, qu'il ne trouverait pas de place à mi-temps dans l'imprimerie où il travaille. C'est donc surtout avec moi que tu es. Tu as autant besoin de lui que de moi mais de lui la société te prive totalement, sans appel, depuis que tu es née.

Je me suis vite réinsérée. Trois ans, ce n'est pas vingt ans, comme pour beaucoup d'autres femmes. J'ai un travail intéressant, même si après les quarante heures hebdomadaires je suis vidée.

## je veux pour toi une société différente

Je sais que je ne resterai plus jamais enfermée à la maison.

J'ai compris que dès notre enfance, on nous inculque des besoins d'affection (que nous soyons garçons ou filles) que la société en place ne permet à personne de satisfaire : l'insécurité que cela crée

est ensuite exploitée politiquement, économiquement.

On compte sur nous, les mères, pour nous occuper de vous, nos enfants, en nous faisant le chantage à « l'amour » : comme ça nos patrons font l'économie de crèches, des restaurants, des laveries et de tous les services qui devraient être à notre disposition.

Comment vous aimerions-nous de tout notre cœur, sans réticence, alors que pour vous avoir nous devons pratiquement renoncer à notre identité ? Abandonner études, travail, autonomie ? Travailler pour un salaire moindre parce que, par définition, nous allons « bientôt retourner au foyer », nous occuper de vous ? Alors que nous savons que le modèle de la famille que l'on imprime dans votre tête, comme on l'a fait dans la nôtre depuis le premier jour de notre vie, nous rend dépendants de vous, vous oblige à exiger que nous soyons des personnes que l'organisation-même de la société nous empêche d'être ? Quel déchirement pour moi lorsque tu veux quelque chose que la publicité fait miroiter devant toi et que je n'ai pas les moyens de t'offrir ! J'aimerais tant que tu sois heureuse et que tu ne souffres jamais de privations... Mais je ne peux pas te rendre heureuse. Je ne peux que t'expliquer notre situation, qu'espérer que tu comprennes.

Tu pourrais me dire qu'il existe des femmes qui ont du plaisir à rester à la maison, à s'occuper de deux, trois, quatre enfants, qui ne se posent même pas le problème d'aimer plus ou moins leurs enfants, qui trouvent « normal » de tout quitter pour eux.

Je sais. Parfois, dans mon épuisement, j'ai souhaité être l'une d'elles, je les ai même enviées.

Mais vois-tu, ce n'est plus possible. J'ai voulu être un être humain féminin indépendant et autonome et non une femme qui subit sa condition. Cette volonté m'a (presque malgré moi au début) lancée dans une lutte, individuelle d'abord, collective ensuite — car nous sommes beaucoup de femmes à ne plus vouloir subir notre condition.

Dans la bagarre, j'ai été blessée, meurtrie. J'ai eu l'impression que ma faculté de t'aimer, d'aimer qui que ce soit était mutilée.

Et pourtant, c'est parce que je t'aime et à travers toi tous les enfants du monde, que je lutte aujourd'hui et que je vais sortir ce soir pour aller militer.

Il faut que tu comprennes bien : ce n'est pas moi qui te prive d'amour, c'est cette société qui nous le vole à toutes les deux.

C'est parce que je t'aime, d'un amour différent, débarrassé de tous les chichis dont l'a paré la société injuste dans laquelle nous vivons, que je veux pour toi une société différente.

Une société où le mot « amour » ne sera plus un piège étrié dans lequel nous coincer et développer notre égoïsme, mais une réalité large. Une société où l'on ne s'entre-tuera plus au nom du capital, mais où on sera solidaires au nom du socialisme, où les êtres humains sauront être les amis des autres êtres humains, où la fraternité s'apprendra à la mamelle. Un monde où la satisfaction de tous nos besoins — matériels, affectifs et culturels — sera en permanence d'actualité.

Tu me diras que c'est une utopie.

Vois-tu, aujourd'hui, entre bureau et ménage, j'ai eu une journée de douze heures. Et je vais ressortir pour aller militer, tout en sachant que tu vas rester seule.

Alors j'ai besoin de nous rappeler cette « utopie ». De nous dire qu'il y avait un temps où on qualifiait l'idée que la terre tournait. Et que les utopies font leur chemin. La nôtre aussi.

Avec l'amour de  
Josiane,  
une femme qui est ta maman.

# Un vent chaud qui nous vient d'Italie

(Entretien avec le «Gruppo operaio'e Zezi»)

— Salut je viens pour « Rouge », le journal... euh, extrême gauche oui, « Rouge » quoi...  
— Ah « lisé Rouge quotidien », si, sur l'autostada, si, sortie Marseille si « Rouge », ah compagni, esstrème gauche, d'accordo, aller chercher autres compagni, important plusieurs, si compagni d'accordo nous parles maintenant...

Nous nous asseyons sur les gradins de la petite place Mirabeau, je comprends pas un mot d'Italien, il n'y en a qu'un qui balbutie trois mots de français ; et puis Valerien veut bien faire l'interprète alors tout va bien. On va pouvoir discuter avec des membres du « Gruppo operaio' e zezi », la troupe italienne qui a fait un malheur l'an dernier à Martigues ; au point que cette année on a été obligé de les faire revenir. Ils sont venus en car de leur banlieue napolitaine passer deux jours dans la région.

— Qu'est-ce que ça veut dire votre nom ?  
— E zezi, c'étaient des sortes de saltimbanques rebelles, anticonformiste. Il y en avait dans toute l'Italie ; beaucoup au sud ; chez nous jusqu'en 1953 on en a connu. Ils ont disparu, réprimés par la police et l'église, les curés quoi.  
— Et pourquoi « operaio » ?  
— Eh bien parce qu'on est des ouvriers, tiens...  
— Comment ça des ouvriers... ?  
— Oui, nous ne sommes pas des professionnels de la musique ou théâtre (au traducteur : « traduis bien ça hein, c'est important ») ; non, on travaille.  
— Tous ?  
— Sur douze ou treize, il y a cinq ouvriers qui bossent dans des grosses boîtes de la banlieue de Naples, quatre étudiants, un enseignant et deux chômeurs ; tous des hommes.  
— C'est exprès qu'il n'y a que des hommes ?  
— Non. Mais il faut bien

comprendre ça, c'est des questions très difficiles. Pour une femme en Italie, c'est déjà difficile de militer, mais faire du militantisme de spectacle, c'est encore plus dur.  
— Pourquoi ? Le public n'accepterait pas ?  
— Non, pas du tout ça, c'est pour elles que ce serait dur.  
— Mais vous avez essayé ?  
— Non, pas vraiment, on attend qu'elles veuillent, qu'elles le fassent elles-mêmes.  
— Et vous jouez où ?  
— Nous jouons pour les travailleurs, pour les ouvriers, dans les festivals populaires, dans les fêtes politiques...  
— ...Toutes ?  
— Non, jusqu'au PS, pas plus loin ; PS, PCI, extrême gauche, mais aussi les rassemblements de comités de chômeurs, les usines occupées, les choses comme ça.  
— Et vous êtes au PCI, ou ailleurs...  
— Non, nous sommes... ah oui, certains camarades sont au PCI, mais critiques...  
— A cause du compromis historique ?  
— Oui, surtout ça ; tous les autres sont sur sa gauche.  
— Vous êtes déjà venus en France ?  
— Oui, deux fois : une fois à Martigues, ici, l'an dernier, et une fois à Rennes. A Rennes c'était pas bien, trop... je ne sais pas... pas assez de travailleurs.  
— Et Martigues ça vous plaît ?  
— Si, nous venons ici parce que nous voulons jouer, pour les ouvriers, les ouvriers italiens d'ici, les travailleurs



Notre camarade de Marseille a obtenu une illustration auditive, mais, hélas, trois fois hélas, n'a pas pu nous faire parvenir de photo ou affiche du spectacle... Aussi, dirons-nous que cet appareil lui eût été d'un grand secours, avec ou sans petit oiseau...

étrangers, français je veux dire, et les autres aussi.  
— Comment vous travaillez ; comment vous trouvez vos chansons, vos pièces ?  
— C'est très difficile parce que nous travaillons alors nous n'avons pas le temps de chercher ; mais il y a des vieilles chansons que nous connaissons, des vieilles chansons populaires et nous les arrangeons ; sinon nous les inventons, ensemble pour faire de la musique contre la musique bourgeoise.  
— Quelle musique bourgeoise ?  
— Eh bien, les chansonnettes, tu sais les airs pour oublier, *Mina, Battisti* qu'on entend partout. Le groupe s'est constitué pour faire de la musique populaire contre la musique bourgeoise (« traduis bien ça hein »).  
— Et qu'est-ce que vous chantez alors ?  
— Ecoute, là il faut que tu lises le programme, c'est écrit dedans, et puis il y a notre disque, c'est mieux ce sera plus clair, tiens Marcello va chercher le disque, il faut le donner au camarade... tiens...  
— C'est combien ? 20, 30 ? (je sort des billets de ma poche)  
— Qui c'est qui paye ? Toi, le journal ? Le journal ? Alors trente francs, merci compagni, il faut envoyer l'article, oui deux exemplaires, tiens prends, c'est l'adresse...(1)

Ce qu'ils n'avaient pas pu nous dire et c'est bien le plus important, c'est la qualité et la beauté de leur spectacle, l'originalité de leurs chansons ; « chanson », d'ordinaire cela signifie paroles et musique pendant quatre ou cinq minutes. Là c'est tout différent. Il s'agit de sortes de pièces musicales, souvent de vingt minutes, qui tiennent de la chanson populaire, du sketch avec improvisation, avec des changements de ton, de rythme, des photos projetées etc...  
« Flobert », qui m'a le plus frappée a été écrite juste après une explosion dans cette usine, Flobert, explosion qui fit douze morts. L'obscu-

rité sur scène, et des diapositives terribles : les banlieues ouvrières de Naples où vivaient ceux de Flobert, l'usine ; puis les photos de l'explosion, des scènes insoutenables du sauvetage, des murs déchiétés, des morts, des familles en pleur. Puis la photo du télégramme de condoléances du gouvernement, les responsables de l'assassinat qui osent, des scènes de l'enterrement et des drapeaux rouges. Pendant la projection, un chanteur solitaire raconte tout ce qui s'est passé, il est accompagné par les guitares et les mandolines, il raconte et dénonce.

« Italsicer », la ballade de ceux à qui on a fait miroiter un emploi dans cette région ravagée par le chômage et la misère, et qui se retrouvent au bain. Première partie, drôle « guillerette », avec des airs napolitains, des vues de Naples, des cartes postales, ses charmant « petits métiers » de la misère et son « peuple gouailleux », la musique se durcit, se transforme en bruit infernal avec ses vibrations de tôle, la sirène pour la pause, tout le monde qui discute, la sirène, la reprise ça se met à chauffer sec et ça finit en manif. Ou encore contre la hausse des prix, complainte populaire dont le refrain est repris en chœur, les journaux appellent à se serrer la ceinture et un chanteur demande si Agnelli se la serre vraiment, un coup de griffe au compromis historique et à « l'unité nationale pour les restrictions ».

Chansons fortes, travaillées à la perfection par des acteurs-chanteurs mimes qui ont une telle présence qu'on oublie presque qu'il s'agit d'italien, napolitain plutôt ; quand on les a vus une fois on a l'impression de les connaître personnellement, et envie de les revoir.

Un groupe qui fait souffler sur la scène le vent de la révolution ouvrière italienne ; ses espoirs, sa vitalité et sa richesse.

M.S.

Je désire prendre contact avec la LCR

NOM .....  
PRENOM .....  
ADRESSE .....  
PROFESSION .....  
LIEU DE TRAVAIL .....

A retourner à Rouge, 2 rue Richard-Lenoir,

93 100, Montreuil.

## Télévision

Lundi 29 août

TF 1

- 12.35 Le monde merveilleux de la magie
- 13.00 Journal
- 13.35 TV régionale
- 13.50 L'enfant du désert
- 14.45 Sports
- 16.40 Pour la jeunesse
- 18.20 Les mystères de l'Ouest
- 19.20 Actualités régionales
- 19.45 Adieu mes quinze ans
- 20.00 Journal
- 20.30 La symphonie des héros  
Film américain de Ralph Nelson (1967), avec Charlton Heston et Maximilian Schell. La guerre sépare les hommes, la musique les rapproche : c'est la morale du film.
- 22.15 Henry Moore : le langage de la sculpture  
Un des grands créateurs contemporains.
- 23.05 Journal

A 2

- 15.00 Le monde en guerre : l'étau (août 1944-mars 1945).
- 16.00 Aujourd'hui Madame
- 16.50 Les grands détectives : Nick Carter
- 17.45 Yao
- 18.10 Vacances animées
- 18.45 Flash d'information
- 18.55 Des chiffres et des lettres
- 19.20 Actualités régionales
- 19.45 En ce temps-là, la joie de vivre
- 20.00 Journal
- 20.30 Métro-mélodies  
Quelques-uns des artistes qui avaient joué dans le métro parisien en mars dernier : Pia Colombo, Djamel Allam, Roger Siffer, Francis Lemarque, Groupe Machin, la Symphonie de la RATP, l'Harmonie de la RATP, etc.
- 21.40 Les tribus du Lobi  
Documentaire sur le pays Lobi, à cheval entre la Haute-Volta et la Côte d'Ivoire.
- 22.30 Catch à quatre
- 23.00 Championnat mondial de cyclisme sur piste
- 23.10 Journal

FR 3

- 18.45 Pour la jeunesse
- 19.05 TV régionale
- 19.20 Actualités régionales
- 19.40 Scènes de la vie de province
- 19.55 Flash journal
- 20.00 Les jeux de vingt heures
- 20.30 Rien n'est trop beau  
Film américain de Jean Négulesco (1959). Mélodrame social plutôt conventionnel, où Joan Crawford joue un petit rôle.
- 22.25 Journal



### Sélection TV

semaine du 29 août au 4 septembre

Cette semaine, même les films sont presque tous ringards...

#### A VOIR

● Vendredi 2 septembre : sur FR 3, à 21 h 30, *Planète baruya*, la série de Y. Dunlop, M. Godelier et C. Levi-Strauss recoupe les interrogations contenues dans certains documentaires que nous avons vu pendant l'été : *Chronique de quelques indiens Wayana*, *Le Choc des cultures*, etc.

#### NOUS AVONS NOTE AUSSI

● Lundi 29 août : sur A 2, à 20 h 30 : *Métro mélodie* (musique dans le métro) avec quelques interprètes sympa ; sur TF 1, à 22 h 15, Henry Moore.  
● Jeudi 1<sup>er</sup> septembre : sur TF 1, à 21 h 30, *la Corée du Nord*, premier document de source occidentale sur ce pays ; sur A 2, à 22 h : *Autocritique 68-75 : le malaise d'un couple et les événements de 68*.  
● Samedi 3 septembre : sur FR 3, à 20 h 30 : *les Noces de Figaro* ; sur A 2, à 22 h 35 : *Juke-Box : Van Morisson*.  
● Dimanche 4 septembre : sur FR 3, à 22 h 30 : *Ciné-Court* (banc d'essai pour de jeunes auteurs de courts métrages).

#### LES FILMS DE LA SEMAINE

● *Du Sang dans la poussière*, de R. Fleischer, 1974, mercredi 31 août, sur FR 3, à 20 h 30.  
● *Robinson et le triporteur*, de J. Pinoteau, 1959, jeudi 1<sup>er</sup> septembre, sur A 2, à 15 h.  
● *Au Rendez-vous de la mort*, de Bunuel fils, 1972, jeudi 1<sup>er</sup> septembre, sur FR 3, à 20 h 30.  
● *L'Aventure de Mme Muir*, de Mankiewicz, 1947, dimanche 4 septembre, sur FR 3, à 22 h 30.

## ABONNEMENT

NOM .....  
Prénom .....  
ADRESSE .....  
VILLE .....  
CODE POSTAL .....

	Normal	Collectivités	Etranger
3 mois	110 F		180 F
6 mois	200 F	140 F	325 F
12 mois	400 F	275 F	650 F

Pour les abonnements par avion et sous pli fermé demander les tarifs au service abonnement.  
Chèques à l'ordre de « Rouge ». Pour l'étranger, vous êtes priés de payer par mandat international à l'ordre de SPN. Eviter les virements bancaires.  
Compter un délai de 15 jours minimum entre la demande d'abonnement et la réception du premier numéro.  
Pour toute correspondance, joindre une bande d'abonnement.

# Vers la grève générale au Pérou ? (2)

A la suite de la grève générale du 19 juillet, l'effervescence politique et sociale continue de régner au Pérou, au point qu'une seconde grève générale était à l'ordre du jour pour la fin du mois d'août. Le retrait de la CGTP (Confédération générale des travailleurs péruviens) contrôlée par le PC du Commando national de lutte qui avait appelé à la précédente grève générale a sans doute remis en question, pour un temps, cette perspective. D'autant que le gouvernement militaire a annoncé, le 28 juillet, lors de la fête nationale, son intention de réunir une assemblée constituante pour le second semestre de 1978 et de « restituer le pouvoir aux civils » en 1980. Nous aurons l'occasion de revenir sur cette question.

Nous publions aujourd'hui la seconde partie de l'interview que Rouge a faite à Lima d'un militant du Parti socialiste internationaliste (PS) qui participe avec les autres organisations trotskystes du pays (FIR, FIR-POCT, FIR-IV et PST) à la commission de coordination qui discute de la construction d'une section péruvienne de la IV<sup>e</sup> Internationale. La future section unifierait tous ces groupes qui conservent encore des divergences sur l'appréciation de la situation politique et sur les mots d'ordre à mettre en avant face à l'initiative des militaires sur la question de la Constituante.

Lima, le 10 août 1977.

## ● Comment les masses laborieuses ont-elles réagi ?

— Ces mesures ont conduit à une explosion sociale à Cuzco, puis Puno, Ayacucho, Arequipa. Le mouvement est très vite devenu national ; dans les mines de cuivre du Sud et celles du Centre, de violents affrontements avec la police et l'armée ont eu lieu, faisant de nombreux morts.

Dans cette situation, la CGTP (confédération générale des travailleurs péruviens), la principale confédération syndicale du pays, s'est ralliée à la perspective d'une grève nationale, la rendant par là-même possible. A ce propos, bien que le PCP ne soit ici qu'un petit parti, il a la mainmise sur l'appareil central syndical ; les choix de la CGTP dans cette période de montée des luttes de masse sont ainsi largement déterminés par ceux du PCP, notamment par son intense désir de ne pas rompre les ponts avec le gouvernement et de gagner sa légalisation. Par suite, la CGTP est restée en deçà des nécessités et des possibilités objectives du mouvement de masse.

Conséquence également de cette main-mise des staliniens sur la CGTP, de nombreuses et importantes fédérations (parfois dirigées par des militants « lutte de classes », se défiant ouvertement du PCP) restent à l'écart de toute confédération : c'est le cas par exemple de la fédération des mines.

Dans la préparation du 19 juillet, un commando national de lutte a été constitué ; il regroupe toutes les organisations (confédérés, fédés, syndicats) appelant à la grève. La plate-forme unitaire d'appel comprend des mots d'ordre concernant le pouvoir d'achat, l'emploi et les libertés démocratiques.

## Une légende... très politique

Quatre siècles après la « conquista », rien n'a fondamentalement changé dans les rapports entre la grande masse de la population, les Indiens, et les descendants des Espagnols, la bourgeoisie péruvienne. La richesse des uns est faite du sang et de la sueur des autres.

Une vieille croyance toujours vivace dans la population indienne explique que la tête et le corps du dernier Inca, Atahualpa, ayant été enterrés en deux endroits différents, la tête est depuis à la recherche du corps. (Ce sont d'ailleurs les déplacements de cette tête qui font les tremblements de terre). Lorsque la tête aura enfin rejoint le corps, les Incas recommenceront à gouverner et les hommes blancs seront expulsés...

années : le 5 février 1975, à l'occasion d'une grève de la population urbaine, des millions de sans-travail ont déboulé vers le centre de Lima et ont commencé à piller les magasins ; pour rétablir l'ordre, le gouvernement a fait intervenir l'armée qui a tiré dans les tas : il y eut alors près

## Les militaires qui dirigent le Pérou

3 octobre 1968 : une « junte militaire révolutionnaire » présidée par Juan Velasco Alvarado s'empare du pouvoir. Elle entreprendra de profondes transformations du pays en assurant un développement accéléré du capitalisme (au détriment de la vieille oligarchie foncière).

29 août 1975 : une révolution de palais chasse Velasco au profit de Morales Bermudes. Ce changement est lié à l'incapacité de Velasco d'aborder de front la crise économique, c'est-à-dire d'engager une politique qui fait payer aux travailleurs les frais de la crise. La répression va en s'accroissant.

de 300 morts. Le 1<sup>er</sup> janvier 1976, une série de mesures économiques du prédécesseur de Piazza a déclenché la colère de la population qui, une nouvelle fois, est descendue massivement vers le centre de la ville. Enfin, ce 19 juillet, s'est réalisée pour la première fois la jonction avec le mouvement de la classe ouvrière et

tenté de désamorcer le mouvement social : il a annoncé que des subventions seraient accordées aux aliments de base. Le salaire minimum a été augmenté à 180 soles par jour, soit 11 F. C'est une augmentation significative, mais qui est loin de compenser la perte du pouvoir d'achat.

Le deuxième aspect de la politique du pouvoir, c'est la répression très importante qui s'est abattue sur le mouvement ouvrier. Un décret a été adopté (le décret 010-77) : il autorise les patrons à licencier les « instigateurs » de la grève ; en très peu de temps, 5 000 travailleurs ont été licenciés : toute l'avant-garde de la lutte, toute la nouvelle génération de syndicalistes combattifs a ainsi été expulsée des entreprises.

Les locaux des organisations syndicales ont été investis par la police. Des dizaines de dirigeants syndicaux ont été arrêtés, d'autres ont été expulsés du pays.

Mais tout ceci n'a pas suffi pour stopper la très puissante mobilisation actuelle. Après la grève du 19, la mobilisation a continué dans les mines. Le commando national de lutte, malgré le retrait de la CGTP, a continué à mobiliser les travailleurs sur la plate-forme unitaire et sur l'annulation du décret 010. Les secteurs les plus combattifs aujourd'hui luttent pour impulser une grève nationale unitaire indéfinie.

## ● Quelle est la force de l'extrême gauche au Pérou ?

— Les circonstances actuelles sont favorables au développement des courants « classiques » dans le mouve-

## Les revendications de la grève générale du 19 juillet

- 1) Augmentation générale des salaires et des soldes, correspondante à la hausse du coût de la vie.
- 2) Blocage des prix des articles de première nécessité.
- 3) Garantie des salaires annuels, sans maxima ni réduction.
- 4) Garantie de l'emploi (abrogation du décret de 1976).
- 5) Réembauche de tous les travailleurs licenciés pour fait de grève ; libération des détenus et retour au pays des travailleurs expulsés à cause de leurs luttes syndicales et sociales.
- 6) Garantie sans restriction des libertés démocratiques (levée de la loi d'urgence, du couvre-feu, pleine liberté du droit de grève, de réunion, de presse ; liberté d'organisation, d'expression et de mobilisation ; non-ingérence de l'Etat dans les organismes représentatifs des travailleurs).
- 7) Solution à la situation critique que connaissent les travailleurs de la mer.
- 8) Non-ingérence dans les entreprises agraires et suppression de la dette agraire.
- 9) Non-ingérence à l'université.
- 10) Soutien aux peuples qui luttent pour leur libération, en particulier à ceux d'Amérique Latine.

## Principaux signataires :

- CGTP (Confédération générale des travailleurs du Pérou) : la principale confédération syndicale ouvrière, dirigée par le PC.
- CTRP-Lima (Centrale des travailleurs de la révolution péruvienne) : créée par le régime, sous la présidence du général Velasco Alvarado, elle s'est en partie radicalisée depuis.
- CNT (Confédération nationale des travailleurs) : influencée par la démocratie chrétienne.
- CCP (Confédération paysanne du Pérou) : influencée par les centristes de « Vanguardia Revolucionaria », très minoritaire face à la CNA (Confédération nationale agraire), créée par le régime.
- Fédérations (indépendantes) des mines, des brasseries, pêcheries, enseignants, etc.

épreuve : c'est ainsi qu'ils ont refusé de participer et d'appeler à la grève du 19 sous prétexte que les « sociaux impérialistes » y appelaient.

## ● Et les trotskystes ?

— Solidement implantés dans certaines bases syndicales importantes de Lima, ils ont bien entendu participé de toutes leurs forces au mouvement, en particulier à l'intérieur de la CGTP.

Aujourd'hui, nous défendons l'existence du commando national de lutte et nous luttons pour son fonctionnement démocratique, le contrôle de la base sur ses décisions.

Nous pensons qu'il faut maintenir et développer l'agitation en faveur d'une grève nationale indéfinie, grève qui ne sera possible que si la CGTP est en définitive contrainte d'y appeler.

Par ailleurs, nous pensons

possible d'établir avec d'autres camarades du courant « classiste » une plate-forme qui, au-delà des revendications immédiates, constitue une alternative politique au PCP. Une telle plate-forme implique des discussions approfondies sur l'évolution de classes du pays, sur le débouché politique, sur la démocratie politique bourgeoise, sur la place des revendications démocratiques dans un pays comme le nôtre. Dans la situation présente, que nous caractérisons comme le début d'une crise pré-révolutionnaire, un programme s'inscrivant dans la perspective d'un gouvernement ouvrier et paysan et s'appuyant sur notre conception internationaliste de la lutte est un élément extrêmement important.

Une étape décisive en est le processus d'unification, sur des bases programmatiques claires, dans lequel se sont engagés tous les groupes qui, ici, se réclament de la IV<sup>e</sup> Internationale.



Dans les rues de Lima, les « tanquetas » (automitrailleuses) stationnent en permanence pour intervenir contre les manifestations.

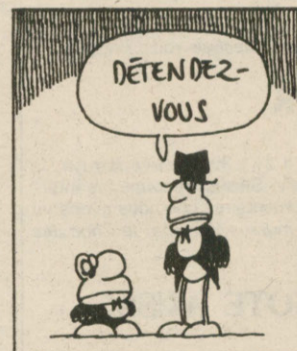
les combats les plus violents eurent d'ailleurs lieu dans ces quartiers.

De façon générale, cette journée du 19 signifie l'irruption massive de la classe ouvrière sur la scène politique. Pour la première fois, elle semble prendre conscience d'elle-même en tant que classe. Elle témoigne des récents et profondes transformations sociales du pays où maintenant plus de 58 % de la population est urbaine.

## ● Quelles conséquences a eue cette grève ?

— Le gouvernement a eu une double politique. Sur le plan des prix et des salaires, il a

ment syndical. Ces courants sont déjà apparus sous le régime Velasco et se caractérisent par leur prise de conscience anti-gouvernement militaire ; c'est dire qu'ils se situent en opposition au PCP (qui, pendant une période, a soutenu le régime Velasco). On y retrouve le courant trotskyste, le courant maoïste et de nombreux syndicalistes indépendants, des syndicalistes révolutionnaires ayant rompu avec le PCP. Les maoïstes furent influents dans ce courant « classiste » mais sont maintenant passablement discrédités par leur attentisme vis-à-vis du PCP, attentisme doublé d'un sectarisme à toute



Dessin tiré de la revue péruvienne « X Equis ». Même dans une publication tolérée par les militaires, la présence des automitrailleuses dans les rues commence à devenir un élément permanent de la conjoncture politique et devient un sujet de plaisanterie, un peu lourde tout de même, vu le nombre de morts de ces derniers mois.